



Universiteit  
Leiden  
The Netherlands

## **Bunkeya et ses chefs: évolution sociale d'une ville précoloniale (1870 - 1992)**

Kalenga, P.C.

### **Citation**

Kalenga, P. C. (2014, April 30). *Bunkeya et ses chefs: évolution sociale d'une ville précoloniale (1870 - 1992)*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/25713>

Version: Corrected Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/25713>

**Note:** To cite this publication please use the final published version (if applicable).

Cover Page



Universiteit Leiden



The handle <http://hdl.handle.net/1887/25713> holds various files of this Leiden University dissertation.

**Author:** Kalenga Ngoy, Pierre Célestine

**Title:** Bunkeya et ses chefs: évolution sociale d'une ville précoloniale (1870 -1992)

**Issue Date:** 2014-04-30

# **IIème Partie : Structures sociales de Bunkeya : de la renaissance de la cité par Kitanika au règne de Mwenda Mutampuka (1910-1956)**

## **Chapitre I : Refondation de Bunkeya et situation sociale de l'entre-guerre (1911-1940)**

Ce chapitre porte à la fois sur la refondation de Bunkeya par Mwenda Kitanika et sur l'évolution sociale de la cité jusqu'à la fin de son règne. Il est divisé en trois sections. La première traite du règne de Mwenda Kitanika en l'insérant d'abord dans l'organisation administrative des territoires dont la chefferie fera partie. La section analyse ensuite la réorganisation des structures politiques et judiciaires de Bunkeya, les quartiers, les rapports entre Kitanika, l'administration coloniale et ses administrés. Enfin, il traite des différentes œuvres sociales réalisées par ce chef pendant son règne. La deuxième section parle de l'implantation des missions chrétiennes à Bunkeya. Il s'agit des missions protestante et catholique. Une attention particulière est portée sur la mission catholique qui a eu une grande empreinte sur l'évolution sociale du milieu. La troisième et dernière section aborde la question de l'agriculture, la politique agricole de l'ensemble du territoire, les cultures imposées et leurs conséquences sur l'évolution sociale des populations autochtones.

### ***I.1 Le règne de Kitanika***

#### **I.1.1. Organisation administrative de la chefferie**

Investi en 1911, Kitanika a régné jusqu'en 1940. Mais ce règne ne peut être suivi que par rapport à l'organisation politico-administrative de la colonie en général et des territoires de Kambove (1911-1923) et de Likasi (1923-1931) dont a fait partie la chefferie de Mwenda à ses débuts. A partir de 1931, la chefferie Mwenda dépend du territoire de Jadotville et, en 1952, elle est intégrée au territoire de Lubudi jusqu'à ce jour. En ce qui concerne l'administration des chefferies indigènes, un nouveau décret, signé le 2 mai 1910, remplaça celui du 3 juin 1906. Il institua le système des chefferies et des sous-chefferies. La chefferie Mwenda Kitanika était composée de sous chefferies ci-après : Mukabe-Kazari, Mwenda-Mukose, Nguba, Kalonga. Mubili Kubantu et Mutobo. Tant le décret du 2 mai 1910 que les décrets ultérieurs sur les circonscriptions ont été interprétés par les uns comme répondant à une politique d'administration indirecte, et par les autres comme réalisant une politique

d'assimilation.<sup>251</sup> Pour les premiers, il s'agissait du développement de la coutume et des collectivités indigènes organisées en chefferies durables, et pour les seconds de l'introduction pure et simple des principes du droit européen.

Depuis sa constitution et l'investiture de Kitanika, la chefferie Mwenda Kitanika dépendait du territoire de Kambove jusqu'en 1923. Elle fut administrée à partir de 1923 par le territoire de Likasi qui deviendra Jadotville en 1931. En 1935, le territoire de Jadotville comptait 14 chefferies dont les importantes étaient la chefferie Pande et celle de Mwenda regroupant six sous-chefferies à savoir : Mubili Bantu, Nguba, Kalonga, Mutobo, Mwenda-Mukose et Mukabe-Kasari. Une septième sous-chefferie, Kanianina, faisait partie de la chefferie Pande.<sup>252</sup> En rapport avec la mise en œuvre du décret du 5 décembre 1933, instituant le secteur et supprimant les sous-chefferies, il y avait nécessité de recréer toutes les chefferies sur base des nouveaux textes législatifs. Ces sous-chefferies de Mwenda ont disparu en 1936. Suite aux modifications apportées, la nouvelle chefferie fut dénommée chefferie des Bayeke. Elle englobait l'ancienne chefferie Mwenda et ses sous-chefferies.

En 1952, la chefferie des Bayeke devint une subdivision administrative du territoire de Lubudi dans le district du Luababa jusqu'à ce jour. A la date du 1 juillet 1952, par ordonnance n°21/137 du 4 juillet 1952 parue au Bulletin Administratif n°15 du 10/02/52, a été créé le territoire de Lubudi, constitué par les chefferies Bayeke, Mulumbu, Masangule et Mwana-Mwadi. Alors que les deux premières chefferies étaient détachées du territoire de Jadotville, la troisième le fut du territoire de Kolwezi et, la dernière, du territoire de Bukama. De par la dénomination de cette chefferie, les Sanga, nombreux dans cet espace, digèrent mal leur assimilation aux Yeke. La chefferie Bayeke englobe à ce jour six groupements sous la responsabilité du mwami de Bunkeya, il s'agit de Mubili Bantu, Nguba, Kalonga, Mutobo, Mwenda-Mukose et Mukabe-Kasari.

Après avoir retracé l'évolution administrative de la chefferie Mwenda, puis Bayeke, voyons comment Kitanika a organisé la cité de Bunkeya considérée à l'époque comme le village modèle des territoires de Kambove et de Jadotville.

---

<sup>251</sup>Muyere-Oyong, « Promotion des collectivités locales en république du zaïre. Études des dynamismes des autorités traditionnelles appliquées au cas des chefferies de Mwant Yav et de Bayeke », (thèse de doctorat en sciences politiques, non publiée, Université libre de Bruxelles, 1973)

<sup>252</sup>Archives Africaines, « Rapport .A.I.M.O du territoire de Jadotville », 1935.

### I.1.2 Les quartiers de Bunkeya

En 1891, si l'on se réfère au témoignage de Verdict auquel nous avons fait allusion aux chapitres précédents, Bunkeya n'était pas divisé à proprement parler en quartiers comme ceux de la cité actuelle, initiée ou refondée par Kitanika. Selon ce sous-officier belge, Bunkeya était une vaste agglomération dont les cultures s'étendaient le long de la rivière Bunkeya. La capitale du royaume comptait alors 42 villages encerclés de palissade et séparés les uns des autres des champs de sorgho, de maïs, de riz...Les populations autour des résidences royales constituaient les quartiers administrés par les Bagoli.

A la refondation de Bunkeya, Kitanika divisa le village en 7 quartiers dont 2 furent confiés à Ntalasha et Magabwa, les deux personnages représentant les parents proches de M'siri. Les cinq autres furent confiés aux Bagoli. Ces dernières étaient assistées dans l'exercice de leur fonction par des hommes qui n'étaient pas de la lignée des chefs, mais, qui, par leur bravoure, ont aidé les chefs yeke à asseoir leur pouvoir. C'est notamment le cas des guerriers de M'siri ou ceux de Mukanda-Bantu. Selon notre informateur, le choix de ces hommes n'était pas fait au hasard ; l'objectif étant de peupler le village, les assistants des Bagoli furent choisis parmi ceux qui avaient des grandes familles.<sup>253</sup>

1. Quartier Mulandu, la mémoire collective a voulu garder l'image de Maria Da Fonsceca, surnommée Mushota dans l'histoire des Yeke. Une femme proche d'elle fut désignée, chef de quartier, même si biologiquement, elle n'était pas liée à elle, car Maria n'avait pas eu d'enfants avec M'siri. Ce quartier regroupait les familles sumbwa venues à la suite de M'siri et dont la plus importante était celle de Kabobo (la tradition yeke renseigne qu'au retour de son voyage au Katanga, M'siri s'était rendu au Busukuma afin de s'y procurer des remèdes magiques et de s'y faire initier chez un devin, le mufumu Masuka. Il avait été accompagné de Mutaka, le frère de sa mère, et de Kabobo, le fils d'un autre frère de sa mère.) Mulandu représente les Yeke qui sont venus après M'siri, on les salue Shamulondela, du verbe kulondela c'est-à-dire, suivre.
2. Quartier Kapapa. La Mugoli était assistée de Kandigilwa, le forgeron. Kandigilwa était le fils de Kinkwinge, compagnon de M'siri. Kikwinge, habile forgeron, épousa la sœur du chef Pande, la nommée Kyambebe, de laquelle naquit Kandigilwa. Devenu adulte, il fut initié au métier de son père. Général de M'siri. Il participa à plusieurs expéditions militaires pendant les campagnes de M'siri. Il était poudrier de l'armée de

---

<sup>253</sup>« Entretien avec monsieur Mwenda Numbi ».

M'siri, réparateur de l'arsenal militaire et fabricant des minutions, flèches, lances... Dans la cour de M'siri, il fournissait des bijoux : des bracelets en ivoire, en cuivre. Il jouissait d'un réel prestige au sein de la communauté et avait une nombreuse progéniture qu'il a eue avec deux femmes : la première était aushi et la seconde, luba. Pour avoir participé à la campagne de pacification à Litupishia et avoir bien géré le quartier, il reçut en 1947, une médaille de mérite civique.

3. Quartier Kamfwa, la Mugoli était assistée d'un guerrier de Mukanda Bantu, le nommé Kapatamoyo Muzinga.
4. Quartier Mahanga, la Mugoli était assistée du transporteur du kipoi, Kachaka wa makila
5. Quartier Kamama, la Mugoli y était assistée du guerrier Mpumbu

Le nombre de quartiers a évolué de 7 à 8. Kitanika fit venir de Kibanda où il vivait, son frère cadet Munongo Mutampuka, l'héritier du trône. Quand ce dernier arriva à Bunkeya, il s'installa avec ses hommes dans le quartier qu'on appelle Bwala. Ce quartier est dirigé actuellement par les descendants de la lignée maternelle de Mutampuka.<sup>254</sup>

Jetons un regard sur le fondateur de cette cité, Mwenda Kitanika.

### I.1.3. Mwenda Kitanika : sa vie, début de son règne.

Il s'agit d'abord de faire apparaître, derrière la tendance générale la plus visible, les stratégies sociales développées par les différents acteurs (Les Bami de Bunkeya) en fonction de leur position et de leurs ressources respectives, individuelles, familiales, de groupe, etc. L'histoire de Bunkeya est en quelque sorte liée à celle de ses dirigeants qui se sont succédé à la tête de la chefferie depuis Mukanda Bantu jusqu'à ce jour.

Kalasa surnommé Mukanda Bantu, c'est-à-dire celui qui foule les hommes sous les pieds, n'a pas véritablement régné à Bunkeya. Il a eu toutefois le mérite d'assurer la survie de l'empire de M'siri qui se désagrègeait en faisant allégeance à l'E.I.C. Elevé au sein d'un climat guerrier, il s'initia très tôt à la guerre et s'inséra au premier rang de la phalange aguerrie et souvent victorieuse qui permit à M'siri de se surnommer Nungwayulamiba, « le

---

<sup>254</sup> « Entretien avec monsieur Magabwa ».

porc-épic aux nombreuses épines »<sup>255</sup> Entraîneur d'hommes, il fit montre d'une habilité diplomatique qui permit à la fois de conserver l'influence yeke sur les peuples conquis et de faire passer les mêmes Yeke pour amis des Belges. C'est la ligne de conduite que poursuivra Kitanika.

D'après Grévisse, Kitanika serait le troisième fils de Mwenda M'siri. Il est né vers 1873 à Kimpata. Lorsque l'expédition Stairs atteint Bunkeya, le 18 décembre 1891, Kitanika accompagna son père au camp des visiteurs et, après l'entrevue, il recueillit ses impressions et sombres pressentiments.<sup>256</sup> Nous vîmes et fûmes présentés au Blanc : « Mon ami fit, Mwenda, voici tes fils. Voici leur cadet Kitanika que tu enverras au Buyeke. »<sup>257</sup>

Kitanika était vraisemblablement le cadet de fils présents à la rencontre de M'siri et du capitaine Stairs. Au moment de l'assassinat de M'siri, Kitanika était à Bunkeya, il avait vécu le douloureux événement. Il fut parmi les princes qui accompagnèrent Kalasa Mukanda Bantu à Litupishia à la demande du capitaine Stairs. Très tôt, Kitanika se révéla discipliné et entretint des rapports étroits avec son frère et les Blancs de Lofoi. Proche des premiers missionnaires protestants de la Garenganze Evangelical mission de Koni Hill, il apprit d'eux les rudiments de connaissances qui lui permirent de participer à la rédaction des « **Mémoires de Mukanda Bantu** ». <sup>258</sup> Il était un bon guerrier, son nom apparaît dans quelques expéditions guerrières lors de la pacification de la région sous l'égide des commandants du poste de Lukafu.

En raison des qualités lui reconnues, Kitanika était appelé à succéder à son frère. Une fois au pouvoir, la première tâche du nouveau chef, comme dit plus haut, était celle de rassembler la population, ramener les hommes et les femmes restés à Lukafu pour peupler Bunkeya. La deuxième opération fut de rassembler les populations éparpillées dans les petits villages non loin de Bunkeya, les anciens esclaves qui ne pouvaient plus regagner leur milieu

---

<sup>255</sup> *Biographie coloniale belge*, Tome 4, colonne 640.

<sup>256</sup> F.Grévisse, « La lignée », 609.

<sup>257</sup> A.Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 53.

<sup>258</sup> En 1909, Mukanda-Bantu, vieillissant, accueillit le futur roi Albert, alors prince de Belgique, avec son épouse, la princesse Elisabeth, dont il reçoit des cadeaux et à qui il a adressé en guise de remerciement, un document rédigé grâce à son frère Kitanika, et sera traduit par le commandant Gheur sous le titre de **mémoires de Mukanda-Bantu**. C'est un récit historique dans lequel, il a retracé tous les événements à partir de l'arrivée des Yeke au Katanga jusqu'à leur participation à la conquête coloniale en passant par l'arrivée des Européens et l'assassinat de M'siri publié dans A.Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 22-77.

d'origine. Il y parvint et traça le plan du nouveau village de Bunkeya. Boniface Poullens, missionnaire bénédictin, en fait une magnifique description :

Le village compte environ 2500 habitants. Il est blotti au milieu d'un cirque de collines qui s'ouvre sur la plaine de la Bunkeya avec une vue sur la chaîne des Kundelungu qui ferment l'horizon. Les maisons s'alignent avec régularité le long des nombreuses rues ombragées des milumba et des manguiers. Au milieu du village s'élève sur un petit mamelon, la maison du chef avec sa toiture de tuiles rouges et sa barza en plein cintre.<sup>259</sup>

Kitanika s'inspira non seulement du modèle de M'siri pour refonder Bunkeya, mais aussi de son ouverture sur le monde extérieur grâce aux voyages que l'administration coloniale organisait pour lui. Le premier est celui qui le conduisit au Bas-Congo, plus précisément à Eala et à Kisantu. Il en revint avec des plantules et semences, animé par le désir d'imiter ce qu'il avait vu. Il créa non loin des sources de la Bunkeya un jardin d'agrément dont il était fier de montrer l'ordonnement et de faire goûter les fruits.<sup>260</sup> L'acquisition du gros bétail et l'installation d'une pompe aspirante et foulante à Bunkeya en 1917 firent l'objet de trois jours de fête, de danses et réjouissances populaires.<sup>261</sup>

Il est vrai que l'administration coloniale a aidé Kitanika dans ses efforts de reconstruction de son village, c'est ainsi, par exemple, qu'en 1915, certaines personnes décidèrent de quitter Bunkeya pour retourner à Litupishia et Lukafu. S'étant plaint auprès de l'autorité coloniale, Kitanika obtint la recommandation de les faire revenir et de les punir. Le deuxième voyage qui intervint plus tard fut initié par le commissaire de district de Lualaba :

Vers 1933-1934, le commissaire de district V. Vermeulen, promoteur des villages dits modèles, s'intéresse à Bunkeya. Il a réussi à faire de Musumba, la capitale de l'empire lunda, une remarquable agglomération. Il lui vient à l'idée d'organiser un déplacement du mwami à Musumba. Les fonctionnaires européens en charge dans la Lulua, qui le reçoivent avec égards, ignorent la persistante hostilité entre Lunda et Yeke. Le mwami est bien seul pour se présenter devant le Mwata Yamvo Kaumba, à l'imposante stature, devant son impressionnant conseil des notables. Il s'attend à être reçu en hôte de marque. Il l'est comme un intrus. On lui rappelle ce qu'étaient, ce que sont et restent toujours- les espaces où M'siri s'est implanté par la violence. On va jusqu'à le sommer de marquer sa soumission et de payer tribut.<sup>262</sup>

---

<sup>259</sup> Archives privées, Abbaye de saint André de Bruges, B.Poullens, « Notes sur Bunkeya »

<sup>260</sup> F.Grévisse, « La lignée », 609.

<sup>261</sup> Lwamba Bilonda, « Les Bayeke », 12.

<sup>262</sup> F.Grévisse, « La lignée », 610-611.

Malgré cet incident malheureux qui rappelait le passé douloureux, c'est-à-dire les vieilles disputes entre le pouvoir des Ant Yav et celui du conquérant M'siri, ce voyage fut bénéfique, car Mwenda Kitanika en profita pour donner une autre image à son village. Parlons à présent, de la manière dont Kitanika a organisé les structures politiques de sa chefferie.

#### I.1.4. Organisation politique et judiciaire

L'élément fondamental de la structure politique traditionnelle était le conseil des notables. Seule l'assemblée restreinte composée des hauts dignitaires était supposée intervenir dans la direction des affaires de la chefferie. Il s'agit des Bakabe, Batoni, Bandeba, Banangwa, Bandeba, Batwale et Bagoli. Jadis, chaque corps de ces dignitaires avait un rôle à jouer. Leur nombre était non négligeable dans la structure politique yeke, car, avec la chute de M'siri, tous les résidents yeke établis dans les différentes régions conquises, des nombreux anciens Batemiwa, ces puissants gouverneurs de jadis se sont retrouvés de simples dignitaires sans charge à Bunkeya et plusieurs d'entre eux ont rejoint Mukanda-Bantu à Litupishia.

A la refondation de Bunkeya, Mwenda Kitanika restaura théoriquement ce grand conseil de notables, mais en pratique, il ne s'appuyait que sur quelques-uns dont les plus importants furent Makobeko, Magabwa et Pande Mulindwa. Et Grévisse souligne même que c'est peut-être la nihanga, Buki, qui jouit de la plus large influence.<sup>263</sup> Makobeko semble être le plus proche du chef. Mwenda Kitanika lui avait délégué le pouvoir coutumier de « kunyanta kishumpa », qui signifie, fouler aux pieds les dépouilles des fauves. Pour rappel, lorsque M'siri prit le pouvoir, il avait monopolisé la possession des peaux de grands fauves (lion, léopard). En effet, les peaux de ces animaux intervenaient dans la fabrication des insignes royaux (Kilungu ou Ndezi). Makobeko jouait aussi un rôle non négligeable en matière du régime foncier. Dans une correspondance de Poullens, Supérieur de la mission de Bunkeya adressée au révérend Anschaire au sujet du régime foncier des Yeke, il note que des contestations pour les limites des champs plus fertiles étaient fréquentes à Bunkeya et le chef chargeait le notable Makobeko pour régler les différends, car il était bien au courant des limites des champs.<sup>264</sup> Il est bien normal que ce notable ait été un homme de confiance de Kitanika, à cause de sa meilleure connaissance du milieu.

---

<sup>263</sup>A.Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 384.

<sup>264</sup>Archives privées, Abbaye saint André de Bruges, « Lettre du père boniface Poullens au révérend père Anschaire », Bunkeya le 21 mars 1938.

Sur le plan coutumier, Kitanika se réserva le droit exclusif d'investir et aussi d'opposer son veto à la transmission du « kilungu » par voie d'héritage. Dans l'histoire du Katanga, l'insigne « kilungu » a connu une grande vulgarisation. Il faut rappeler que les Yeke avaient laissé leurs pouvoirs coutumiers aux chefs autochtones en les intégrant dans leur hiérarchie. C'est ainsi que la plupart d'entre eux portaient le kilungu des Batemiwa. Citons Katanga, Tenke, Pande, Mubamba, Poyo, Lukoshi, Mwenda Mukose etc. Mais dans certaines régions même des lieutenants de M'siri se sont arrogés ce droit en investissant des sous chefs qui portaient aussi le kilungu. Kitanika mit fin à cette pratique et demeura le seul détenteur de ce pouvoir. Au moment où la mission catholique, par l'entremise de Monseigneur de Hemptinne, exploitait les salines de Nguba, un fonctionnaire de cette entreprise demanda à Kitanika de lui conférer l'investiture du kilungu. Le chef le lui refusa. Le commissaire de District du Haut-Luapula en fit mention dans son rapport sur l'administration générale :

Je dois cependant relever et rappeler sous cette rubrique l'attitude inconvenante et inadmissible du sieur Liesenborg, employé des salines de Nguba, au service de la mission installée à cet endroit. Voici ce que, dans son rapport, l'administrateur écrit à ce sujet : « ce blanc, pour se venger du refus du chef Mwenda de lui remettre le véritable Kilungu du sous-chef Nguba, a imité l'investiture indigène et la transmission du pouvoir par un festin, chez lui, et par le port actuel d'un kilungu imité. Ce blanc poursuit un double but ; il tache d'extirper par le ridicule le port du Kilungu chez les indigènes ; d'augmenter son prestige en se faisant nommer « Bwana mulopwe » en vue d'acquérir plus de travailleurs au détriment des autres colons installés dans la même région. Le fait est connu de tous les blancs passant par Nguba, où l'employé en question va même au train en se coiffant du kilungu<sup>265</sup>

De manière générale, l'organisation de la chefferie sera soumise aux impératifs du moment, le conseil des notables devenait ainsi une structure devant aider le chef à accomplir ses obligations vis-à-vis du pouvoir colonial, néanmoins le conseil jouera un rôle dans les juridictions indigènes telles que définies par le décret du 26 avril 1926.

Sur le plan de la justice, Magabwa préside le tribunal et le chef ne siège que lorsque la palabre revêt quelque importance. Les juges sont deux Batwale et un certain nombre des batoni auxquels on adjoint un greffier. L'adjonction d'un greffier a fait naître, souligne Grevisse, une coutume nouvelle. Cet agent a en quelque sorte usurpé les pouvoirs du mutoni auquel jadis, s'adressait le plaignant. Tout en portant au registre les noms des parties, il mène

---

<sup>265</sup>Archives Africaines, 1696/7, « Rapport d'administration générale district du Haut-Luapula », deuxième semestre 1925, 35.

la première instruction et fait rapport au chef. Et l'administrateur Grévisse fait remarquer que, jadis, ne devenait pas juge le premier venu. Les Banyampala, les anciens formaient une corporation au sein de laquelle l'étude du droit était à l'honneur. Seuls les plus intelligents de cette caste pouvaient prétendre au titre de mutoni. Selon l'esprit du décret du 26 avril 1926, les attributions en tant que juge et conciliateur ont été atteintes. C'est ce que constatait l'administrateur, quand il déplorait les conséquences de l'intervention malhabile de l'administration dans la désignation des juges. Ceux-ci, par la volonté du pouvoir colonial, appliquaient les dispositions de ce décret. Les juges éprouvaient des difficultés à concilier les prescriptions de la coutume et les tendances novatrices apportées par le pouvoir colonial.<sup>266</sup> Mwenda Kitanika a su maîtriser la situation, grâce à la confiance qu'il méritait de l'administration coloniale, Le tribunal de Bunkeya fonctionnait bien, à la satisfaction de tout le monde.

Sur le plan de la conduite morale, Mwenda Kitanika s'est beaucoup réservé dans l'application de certaines règles coutumières, comme en témoigne ces propos de Grévisse : « Actuellement, les juges se montrent plus timorés, leur inertie jointe à la fréquence des libations de bière contribue à l'abaissement du niveau moral que le moins averti peut constater à Bunkeya. Naguère, la coutume frappait aussi celui qui, jouant du tambour, organisait les danses, il lui fallait payer une chèvre ou un fusil, et le tambour était confisqué. Demandant aux juges pourquoi ils n'appliquaient plus ces ordres de M'siri, il nous fut répondu que l'actuel chef avait conseillé d'user des sanctions, mais n'y avait pas obligé. En effet, l'habitude chez les Yeke voulait que lorsque le chef prenait une décision il lui fallait jeter dans le feu des tissus soit des pointes d'ivoire pour frapper l'imagination de son peuple et lui montrer l'importance attachée aux interdictions portées. A défaut de cette coûteuse promulgation, ses ordres étaient bientôt oubliés. »<sup>267</sup> Kitanika est discret, humble dans son façon de trancher les différends au tribunal, il ne manque pas de demander les avis des notables juges :

Etonnant spectacle également donné par Mwenda Kitanika siégeant à son tribunal de chefferie. Le notable juge instruit l'affaire, il s'en faisait publiquement exposer la trame et sollicitait discrètement leur avis quant à la solution à donner. Il se recueillait alors et, avec un calme souverain, prononçait la sentence. Mwenda Kitanika avait un sentiment très accusé des

---

<sup>266</sup>F.Grévisse, « Les Bayeke », 171-174.

<sup>267</sup>A.Mwenda et F.Grévisse, *Pages d'histoire*, 402.

responsabilités que lui imposait l'exercice de ses fonctions. Il était véritablement désintéressé.<sup>268</sup>

Sur le plan interne, Kitanika a restructuré les quartiers de son village, s'inspirant quelque peu du modèle de la cité sous le règne de M'siri.

### I.1.5. Rapports entre Kitanika et l'administration coloniale

Mwenda Kitanika a été le premier chef instruit des Yeke. A titre de rappel, il avait été formé par les premiers missionnaires protestants de Koni Hill. Comme son frère et prédécesseur Mukanda-Bantu, Mwenda Kitanika a poursuivi sur la même lancée, la collaboration avec l'administration, ce qui est compréhensif pour cette période postérieure à la pacification. Depuis son investiture en 1911 jusqu'à sa mort en 1940, tous les chefs de poste et les administrateurs qui se sont succédé à Kambove et à Likasi n'ont pas tari d'éloge à son endroit. A titre illustratif, au deuxième trimestre de 1914, l'administrateur du territoire Paul Ladame fit un excellent rapport sur Kitanika qu'il était un chef modèle qui tenait son village propre, il avait donné de l'argent nécessaire à la construction d'une école à Bunkeya. Il avait visité toutes les sous chefferies de son ressort Mubidi Kubantu, Mwenda Mukose, Nguba, Mukabe-Kazari<sup>269</sup> au cours de l'an 1913.

Kitanika faisait des rapports très complets sur la situation dans sa chefferie, surtout le rapport sur la sous- chefferie Mukabe-Kasari. C'est sur base de ce rapport que l'administrateur organisa un voyage à Mukabe-Kazari. L'objectif était d'examiner les droits de Mukabe au titre de sous-chef reconnu, de délimiter la sous-chefferie, de recenser la population qui le reconnaissait. Le recensement était fait consciencieusement mais a enregistré quelques difficultés, car beaucoup d'hommes étaient absents. Ils étaient soit à Kambove, soit à la construction de la voie ferrée. Le total de la population était de 1200 habitants. Le sol était d'une très grande fertilité dans cette région, surtout dans la vallée de la Kabangu, où l'on cultive abondamment le maïs et qui constitue un véritable grenier pour les chantiers échelonnés sur la ligne de chemin de fer. L'administrateur put constater la grande affluence des commerçants et des constructeurs qui achetaient, moyennant quelques étoffes ou autres articles de pacotille, d'énormes quantités de maïs. Il dut intervenir pour faire comprendre aux cultivateurs la nécessité d'accepter plutôt de l'argent que des articles de pacotille. Avec l'argent ils pouvaient payer l'impôt et éviter des difficultés avec

---

<sup>268</sup>F.Grévisse, « La lignée », 612.

<sup>269</sup>Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », 1913.

l'administration. Mwenda Kitanika ne pouvait donc pas se dérober de son rôle de protecteur des anciens résidents yeke établis sous-chefs par l'administration coloniale. Tel fut le cas du yeke Mukabe-Kazari installé sur le sol des Babangu.

Dans le rapport du 4<sup>ème</sup> trimestre 1914, le même Administrateur notait que le village de Bunkeya était un modèle, possédant un cimetière, une école et que le chef Kitanika était le seul, dans le territoire, à pouvoir faire avancer les travaux sans l'intervention de l'Administrateur, alors que les autres chefs brillaient par le laisser aller et ne travaillaient que sous la surveillance d'un Européen. Attribuant l'activité et l'intelligence de Mwenda Kitanika aux études que celui-ci avait faites à la mission Koni, Ladame émit le vœu voir tous les autres chefs apprendre à lire et à écrire. En 1915, Mwenda Kitanika reçut les insignes de Grand Chef. Le rapport du 30 septembre 1916 faisait état du rendement rapide du Sarazin chez le chef Kitanika qui en a reçu quelques graines, même le résultat pour les haricots dont le chef gardait la récolte pour procéder à une plantation importante. Le chef et ses administrés avaient accueilli favorablement les mesures en matière agricole arrêtées par le régime colonial.

La grande médaille pour mérite lui fut remise le 30 juillet 1917 en présence de toute la population de Bunkeya par le commissaire de district du Lualaba, André Van Iseghem.<sup>270</sup> Et au deuxième trimestre 1918, le chef Kitanika, bénéficiaire déjà d'une distinction honorifique, vint à Kambove pour saluer le Gouverneur Général Eugene Henry, de passage dans le territoire. Celui-ci lui promit une autre distinction au cas où le chef continuait à servir la colonie avec les mêmes zèles et dévouement. Le rapport du premier trimestre 1919 mentionnait des éloges à l'endroit du chef Kitanika qui remplissait son devoir. Il était parvenu à faire habiter la majeure partie de sa population tous les abords de la route principale de sa chefferie et son village Bunkeya.

En 1924, une foire agricole fut organisée à Bunkeya et en 1925, l'Administrateur Auguste Campport proposa même de déplacer le chef-lieu du territoire de Likasi à Bunkeya.<sup>271</sup> Cette proposition ne fut jamais adoptée par l'administration coloniale. Likasi demeura le chef-lieu du territoire et du district. Au niveau du territoire, Likasi était au centre et Bunkeya au nord. Likasi présentait beaucoup d'avantages. C'était un centre urbain en développement et le problème des infrastructures de base ne pouvait pas se poser avec acuité

---

<sup>270</sup>Archives privées, Abbaye de Saint-André de Bruges, B.Poullens, « un grand chef indigène : Mwenda Kitanika ».

<sup>271</sup>Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Likasi », 1926.

par rapport à Bunkeya où il fallait partir du néant. En 1928, le Gouverneur Heenen, qui l'estimait particulièrement, présenta Mwenda à sa majesté le roi Albert I qui lui fit cadeau d'un fusil de chasse.

Au prestige dont Mwenda jouissait auprès des populations autochtones, s'ajoutaient les marques d'estime que lui témoignaient les Blancs, qui se plaisaient à visiter son grand village et à saluer le chef toujours déférent à leur égard. Mais c'est surtout l'administration qui savait apprécier son respect profond pour l'autorité établie et ses nombreux et loyaux services rendus. La consécration des mérites civiques du chef eut lieu le 21 juillet 1936 à l'occasion de son jubilé de 25 ans de règne comme chef : le commissaire de district, Liernard, lui remit une nouvelle décoration en présence des Blancs de Jadotville. Poullens, qui avait conduit Kitanika, commente comment l'événement fut accueilli au chef-lieu de la chefferie

A Bunkeya où je le ramenaiss aussitôt en auto, la population lui réservait une réception triomphale et lui manifestait sa sympathie par des ovations, des chants, le jeu des grands tambours, des pièces d'argent jetées sous ses pieds et le tir de 25 coups ...non pas de canon, mais de fusil, pour symboliser les 25 ans de règne.<sup>272</sup>

Mais son règne eut bien des traverses. Il a connu aussi des difficultés tant avec l'administration qu'avec ses sujets. L'administration lui reprochait de ne pas fournir suffisamment de la main-d'œuvre aux entreprises coloniales, le laxisme dans la perception de l'impôt indigène, l'affectation parfois de l'argent de la caisse administrative aux travaux considérés comme faisant partie des corvées. Et aussi au début, le refus de déplacer le village de Bunkeya malgré la précarité des conditions d'hygiène, surtout le manque d'eau potable pendant la saison sèche.

En 1932, le commissaire de district revint à la question d'eau à Bunkeya et dans son commentaire, il insinuait le fait que Mwenda s'était toujours opposé au déplacement du village. Pour lui, il était inadmissible dans un village groupant quelque 2500 habitants, sans compter le personnel des missions, que l'on manque de l'eau potable pendant plusieurs mois de l'année. Chaque ménage devait se contenter une fois par jour d'une calebasse d'eau trouble et sale puisée dans deux ou trois trous devant lesquels les femmes faisaient file parfois avant le lever du soleil. Se référant à l'histoire même de cette cité, avant d'être établie à Bunkeya, M'siri avait occupé divers autres emplacements. L'administration semblait ignorer le motif pour lequel Kitanika s'obstinait à ne pas changer l'emplacement actuel, malgré les conditions

---

<sup>272</sup>B.Poullens, « Un grand chef indigène : Mwenda Kitanika ».

d'hygiène lamentables dans lesquelles vivaient les habitants de Bunkeya.<sup>273</sup> Pour résoudre ce problème deux solutions furent envisagées :

La première le déplacement du village. Elle fut rejetée étant donné que la mission des Sœurs bénédictines venait d'ériger à Bunkeya une installation définitive en matériaux durables. La deuxième fut le creusement de plusieurs puits. Cette solution fut envisagée en rapport d'un décret à paraître autorisant la perception de taxes et la création d'un budget de chefferie.

Du point de vue de la légitimité du pouvoir politique yeke, Bunkeya est le lieu où fut planté le Muyombo par le représentant du chef Kapungwe en présence de M'siri. Cette cérémonie du feu sacré était suffisante pour que M'siri puisse exercer ses droits et son autorité de souverain. Et selon le système sumbwa, c'est à partir de là qu'il déployait toute son activité dans l'accomplissement de rituels relatifs à la terre.<sup>274</sup> Il était donc inconcevable, aux yeux des Yeke, qu'un pouvoir s'exerce en dehors de ce site. Nous pensons que cela soit le motif primordial qui a justifié le refus de Kitanika de déplacer la capitale du royaume. Grévisse note que M'siri sut imposer à Kapungwe une solution qui assure au groupe yeke l'assise foncière intangible sur laquelle repose la pérennité d'existence de toute collectivité africaine structurée. La capitale prit le nom de la rivière. Elle devint la « Ntadilo ya Bugalanza ne Linze », le lieu où l'on vit, où l'on meurt, qu'on ne quittera plus.<sup>275</sup> Les Yeke sont très attachés à leur site historique. Bunkeya, souligne Gérard Moyaert, est une place importante aux yeux des indigènes, de beaucoup la plus en vue et je dirais la seule considérée parmi eux.<sup>276</sup> L'administrateur de territoire, Montenez, fait remarquer que rares sont les Yeke qui, étant trop âgés pour continuer à travailler pour l'Européen, s'attardent dans les grands centres.<sup>277</sup> Pour dire que l'identité du Yeke se confond à celle de sa capitale Bunkeya et de toute l'histoire faite exclusivement de conquêtes et de leurs chefs. Les exploits de ceux qui ont participé aux raids de quelques survivants de ces épopées. Mais M'siri lui-même avait envisagé, comme nous l'avions souligné dans le chapitre précédent, vers la fin de son règne

---

<sup>273</sup>Archives Africaines, Vermeulen, commissaire de district, « commentaires au rapport annuel de Jadotville, année 1932 », Jadotville, le 17 février 1933.

<sup>274</sup>H.Legros, *Chasseurs*, 71.

<sup>275</sup>F.Grévisse, « La lignée », 608.

<sup>276</sup>G.Moyaert, « Bunkeya » *Le supplément congolais du Bulletin des Missions*, 3(mai-juin 1927) ,1.

<sup>277</sup> Archives Africaines, « Rapport AIMO, la mort du chef Kitanika, territoire de Jadotville », 1940.

de déplacer sa capitale à Lofoi pour des raisons stratégiques et à cause du manque d'eau en saison sèche.

Si la question de l'emplacement du village avait été résolue sans ambages, Kitanika n'eut pas la tâche facile avec les recruteurs des grandes entreprises. Pour rappel, en effet, les années 1899 et 1904 avaient vu se succéder d'importantes découvertes minières : plusieurs gisements de cuivre dont le plus important était celui de Kambove classé parmi les plus gros du monde ; de nombreux gisements d'étain et des métaux mélangés (or, platine). Ainsi, des trois grosses sociétés fondées en 1906, deux avaient pour objet l'exploitation de ces ressources : la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo et surtout l'Union Minière du Haut-Katanga(UMHK) contrôlée par la Compagnie du Katanga, la « Tanganika Concessions Limited » et la « Société Générale de Belgique ».<sup>278</sup> L'exploitation de ces gisements cuprifères exigea les colonisateurs à mobiliser les populations autochtones et celles des colonies voisines (Rhodésie du Nord, Ruanda-Urundi, Angola, etc.) et à les agglomérer autour des mines. Dans son Rapport du 1er trimestre 1919, l'Administrateur de territoire, tout en donnant des éloges à l'endroit du chef, comme modèle, faisait observer qu'il n'avait pas rendu de bons services en matière de recrutement. Pour l'ensemble de sa circonscription, Kitanika n'avait recruté que 287 hommes en 1918.<sup>279</sup> Après la première guerre, note Poullens, c'est le recrutement intempestif de la main-d'œuvre indigène pour les centres industriels. Kitanika protège ses gens jusqu'à l'avanie d'un soufflet que lui donna un arrogant recruteur nommé André.<sup>280</sup>

Il faut avouer que dans la première phase correspondant aux années 1910, les recrutements furent marqués beaucoup par la violence. Les recrutés étaient acheminés vers les chantiers souvent la corde au cou.<sup>281</sup> Alors qu'à certains endroits, les recruteurs européens et leurs auxiliaires africains s'entendaient avec les chefs coutumiers sur lesquels s'appuyaient les chefs de poste, pour se faire livrer une main-d'œuvre abondante et presque gratuite, Mwenda Kitanika protégeait ses gens. A la fin de la guerre, Bunkeya était dans la phase de reconstitution, il est tout à fait normal que Mwenda Kitanika ait protégé sa population. On se souviendra que c'est en 1915 qu'il avait obtenu la dérogation de l'administration pour faire

---

<sup>278</sup>Bandeja Yamba, « Industrialisation, travail et collectivités rurales au Shaba (ex Katanga) 1900-1960 » *African EconomicHistory*, 19 (1990-1991), 57.

<sup>279</sup>Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », premier trimestre 1919.

<sup>280</sup>Archives privées, Abbaye de Saint-André de Bruges, B.Poullens, « Règne de Kitanika 1910-1940 ».

<sup>281</sup>Bandeja Yamba, « Industrialisation », 60.

revenir les fuyards de Lukafu à Bunkeya. Bien entendu, l'effort du souverain yeke est de maintenir ses sujets de peur de vider la petite communauté minoritaire yeke de toute sa substance, l'instinct de conservation l'obligeant. Conscient aussi du fait que la plupart des chantiers de l'époque étaient des chantiers de la mort, ne tenait-il pas à protéger sa population ? Il faut cependant noter que quelques volontaires s'engageaient dans les entreprises minières. Les recrutés et volontaires du Katanga même étaient peu nombreux à l'Union Minière pendant la période du travail migrant. Ils constituaient pourtant, comme l'affirment Mouchet et Pearson, l'ossature de la main-d'œuvre la plus résistante. Ils ont travaillé depuis le début des exploitations minières et les transformations de leur genre se sont faites lentement et facilement<sup>282</sup>. Comme leurs compagnons rhodésiens, ils bénéficièrent d'une rémunération en espèce dès 1907. Cependant c'est surtout en tissus et nourriture qu'ils étaient rétribués. Au Katanga, et au Congo Belge, le salaire en argent ne fut légalement prescrit et imposé qu'à partir de 1910, lorsque l'impôt en espèces remplaça prestations et impôt en nature.<sup>283</sup> La région de Bunkeya et de ses environs a fourni au moins 2081 travailleurs à l'UMHK dans l'espace temporel allant de 1917 à 1921. Elle est donc le territoire du Katanga qui a fourni le nombre le plus élevé des travailleurs.<sup>284</sup> Dans son ouvrage « Black mineworkers in Central Africa : industrial strategies and the evolution of an African proletariat in the copperbelt 1911-1941, Charles Perrings présente un tableau de recrutement de la main-d'œuvre par district réalisé par la BTK entre 1911-1925. Le district du Haut-Luapula incluant la région de Bunkeya a fourni à l'UMHK à peu près 16.522 travailleurs. La majeure partie des recrues venait des colonies voisines du Congo-belge surtout la Rhodesie du Nord. A partir déjà de 1905, beaucoup d'indigènes de la rive droite du Luapula se rendaient à Kambove et à Ruwe pour travailler dans les mines afin de gagner de l'argent dont ils avaient besoin pour payer l'impôt. Au cours de quatre premiers mois de 1907, Mac Donald avait recruté jusqu'à 1138 miniers et 2437 porteurs des charges destinées à Kambove.<sup>285</sup>

---

<sup>282</sup> R.Mouchet, et A Pearson, *Hygiène pratique des travailleurs noirs en Afrique Centrale*, Goemare, Bruxelles, 1922.,98.

<sup>283</sup> B.O décret du 17 août 1910, 688-705.

<sup>284</sup> J.E, Higginson., *The making of an african working : The Union Minière du Haut-Katanga and the african mine workers*, thèse de doctorat en Histoire, université de Michigan, 1979 , 171.

<sup>285</sup> G.Macola, *The Kingdom..202*.

En ce qui concerne la tenue des caisses administratives, en 1934, l'Administrateur du territoire de Jadotville constate que l'argent de la caisse de la chefferie des Bayeke a engagé d'importantes sommes d'argent dans les travaux relevant des corvées. L'entretien du village ainsi que le paiement des porteurs du chef. L'avait-il fait par ignorance en matière de gestion budgétaire ? La situation telle qu'elle fut présentée un an plus tard montre bien que la plupart des chefs n'étaient pas suffisamment instruits sur la manière de tenir les caisses administratives. « *Les caisses ne pouvant encore être gérées par les chefs. Les budgets, ont été élaborés de commun accord entre les autorités indigènes et les administrateurs territoriaux à titre éducatif et afin de suivre un programme plus ou moins général de recettes et de dépense.* »<sup>286</sup>

En matière de perception d'impôt indigène, Kitanika, en 1933, est compté parmi les chefs qui ne se sont pas acquittés de leur devoir. Il n'a pas réalisé le résultat auquel on s'attendait dans la mesure où sa chefferie était la plus peuplée du territoire. Le rapport de l'Administrateur du territoire G.Cuvelier est très explicite : « *Katanga et Mwenda se sont montrés trop indolents dans les fonctions leur confiées, ils ont attendu les contribuables plutôt que de voyager intensément dans leur chefferie, de secouer les apathiques, de proposer pour la contrainte les défaillants ou les récalcitrants.* »<sup>287</sup>

Ces charges fiscales étaient-elles proportionnées aux ressources des populations ? ; ne devraient pas être telles qu'elles bouleverseraient la vie coutumière ou réduiraient l'autochtone au rang d'un salarié. Une proportion équitable des impôts directs payés par les contribuables ne devrait-elle pas être affectée à des dépenses intéressant les autochtones ? Un relevé des contributions versées par les autochtones et des sommes dépensées dans leur intérêt devrait être dressé pour chaque exercice budgétaire en même temps qu'un rapport annuel qui constaterait les progrès réalisés par les populations autochtones. Mwenda Kitanika ne réagissait-il pas à cet état de choses ? Le poids de l'âge, le manque des moyens de déplacement ont largement contribué à ce laisser-aller.

Mwenda-Kitanika, surnommé «wamabumba», c'est-à-dire «conducteur des foules», jouissait d'un réel prestige auprès de sa population qui lui était soumise. Néanmoins il rencontra quelques difficultés dans la gestion courante des affaires publiques. C'est l'objet de la section suivante.

---

<sup>286</sup>Archives Africaines RC/CB 2(158), « Rapport AIMO du commissaire de district du Lualaba », 1936,14.

<sup>287</sup>Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », janvier 1933.

### I.1.6 Rapports entre Mwenda Kitanika et ses administrés

Comme nous l'avons souligné plus haut, Mwenda Kitanika jouissait d'un grand prestige, d'un chef de renom, fils de M'sri. La population était fière de lui. Il incarnait l'histoire des Yeke et de leurs exploits. Depuis son investiture jusqu'au début des années 20-30, il administrait sa chefferie et son village de Bunkeya sans faille. Les rapports politiques de cette période ne font pas mention des problèmes d'administration de la chefferie des Bayeke ainsi que de l'important village de Bunkeya.

Dans son rapport de 1936, l'Administrateur de Territoire de Jadotville, F.Grévisse, signale pour la première fois, les difficultés rencontrées par le chef Mwenda Kitanika dans l'administration de l'important village de Bunkeya. Selon lui, ces difficultés étaient liées à plusieurs facteurs dont les plus marquants étaient : la disparition des vieux notables formés à la rude école de M'siri et Mukanda Bantu - Le premier notable disparu fut Kasomina décédé des suites d'une pneumonie en 1918. Il était influent chez les Yeke, il fut le principal capitaine que M'siri chargeait de plusieurs missions guerrières (chez les Luba, Lunda, Sanga)<sup>288</sup> - ; des aspirations du groupe très homogène que constituent les fils de Mukanda Bantu parvenus à l'âge d'hommes faits ; de l'esprit individualiste que propagent les déracinés parcourant la chefferie : commerçants se livrant à leur négoce, achetant de poules et de petit bétail, visiteurs divers, autochtones ayant vécu dans les centres. Exception faite pour une catégorie. « *Les travailleurs et soldats licenciés rentrés dans leurs milieux coutumiers sont calmes et absolument inoffensifs. Ils ont changé à notre contact et leur mode d'existence le prouve à suffisance, les habitations qu'ils se construisent, souvent à l'écart du village familial...* »<sup>289</sup>

Ces difficultés se sont manifestées par une opposition systématique aux sentences rendues par la juridiction indigène, par un certain mépris des ordres du chef, par la passivité témoignée notamment à l'occasion de la mise à exécution du programme agricole.

L'administration territoriale prit quelques mesures à court et moyen termes en vue de rétablir l'autorité de l'Etat et son représentant sur terrain, le chef Kitanika. Les mesures prises furent, entre autres, la désignation en qualité des membres du conseil des notables, d'un représentant du groupe des fils de Mukanda-Bantu, la désignation de quelques jeunes notables

---

<sup>288</sup> Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », 1er trimestre 1918.

<sup>289</sup> Archives Africaines, « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1936, 6.

énergiques en qualité de juges du tribunal, la relégation du nommé Longwani, fils de Mukanda Bantu, le recrutement pour la Force Publique de trois membres les plus aguerris du dit clan. Il était prévu des séjours de longue durée de l'administrateur territorial dans la région, la formation des juges, l'organisation parfaite de la police, la stricte application des pénalités prévues à l'égard de ceux qui n'auraient pas mis sous culture les superficies prévues, proposition pour la relégation des insoumis.<sup>290</sup>

Au niveau de l'ensemble de la chefferie, Kitanika était en face d'énormes difficultés pour administrer les populations de plusieurs villages Mutobo, Kalonga et Mukabe-Kazari qui émigraient vers les chefferies Mukwempa, Munanga et Kamfwa en territoire de Bukama. Ce nombre considérable de personnes cherchaient refuge dans les chefferies non visitées par les agents (territoire de Bukama) où ils échappaient à toute corvée et au paiement de l'impôt. La situation était pire à Nguba où le notable Konkonshia, installé à proximité de la mission catholique, s'opposait non seulement à Kitanika mais aussi à toutes les invitations de l'Administrateur à réintégrer le village chef-lieu. Il était soutenu par monseigneur de Hemptinne. Cette situation est la conséquence de la dualité du pouvoir qui se manifestait entre le catéchiste soutenu par la mission et le chef coutumier. Il était question de la survivance des villages-chrétiens et des fermes-chapelles que les missionnaires durent éliminer.<sup>291</sup> L'intervention énergique de l'administrateur territorial eut pour résultat : la réintégration par le groupement du notable Konkonshia, établi à proximité de la mission bénédictine, du village du chef investi de Bunkeya et le renforcement de l'autorité du chef Mwenda sur les groupements manifestant des velléités d'indiscipline.<sup>292</sup>

Dans son rapport de 1937, l'Administrateur du territoire faisait remarquer une autre difficulté de fonctionnement liée au rôle du conseil des notables qui ne répondait plus aux impératifs du moment. « *Cette remarque vaut plus spécialement pour le village de Bunkeya. Nous nous attacherons plus spécialement à la formation des notables et, si réponse*

---

<sup>290</sup>Archives Africaines, « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1936, 7.

<sup>291</sup>G.Feltz, « Missions, sociétés et pouvoir au Congo-belge de 1910 à 1960 » *Le mois en Afrique*. 19 :21-22(1984), 110-120.

<sup>292</sup>Archives Africaines, RA/CB (233)13, « Rapport AIMO, province d'Elisabethville », 1936, 107.

*affirmative est donnée à la question posée au 3 du programme général, nous étofferons le conseil par l'adjonction de quelques représentants qualifiés de la jeune génération.»*<sup>293</sup>

Le rajeunissement du conseil des notables du grand chef Mwenda Kitanika était un vœu de tous les territoriaux de passage à Bunkeya, parce que certains d'entre eux, les plus âgés, faisaient montre d'obstructionnisme lorsqu'ils étaient requis par le chef pour faire exécuter les sentences prononcées par la juridiction indigène et le programme de l'administration.<sup>294</sup> Quant à l'incorporation d'éléments représentatifs de la jeune génération au sein du conseil de notables, c'était une œuvre éminemment délicate, demandant une action prudente et prolongée. L'administrateur note que son prédécesseur, malgré son expérience du pays et sa grande autorité personnelle à Bunkeya, avait à plusieurs reprises échoué la restructuration du conseil.

Il est évident que l'incorporation dans un conseil de notables quel qu'il soit de jeunes éléments se heurtera toujours à l'esprit conservateur des anciens. Il faut éviter de brusquer les choses, ce qui inévitablement engendrerait une opposition irréductible. Le mieux est de profiter de la disparition naturelle des vieux notables pour les remplacer par des éléments gagnés à nos idées.<sup>295</sup>

Kitanika lui-même semblait ne pas accorder une importance à cette question de rajeunissement. L'action persévérante menée depuis des années par les autorités territoriales pour renforcer à toute occasion l'autorité et le prestige du chef aux yeux de la population ont enfin porté leurs fruits. L'effritement de l'autorité du chef Mwenda a complètement cessé. *« Nous avons même pu enregistrer une amélioration dans certains domaines, au point de vue judiciaire et police du village.»*<sup>296</sup>

Dans l'exercice de ses fonctions, Mwenda Kitanika a réalisé des œuvres sociales qui méritent une attention particulière.

---

<sup>293</sup>Archives Africaines, « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1937, 45.

<sup>294</sup>Archives Africaines, 13 RC/CB 12 (158) suite 8, « Rapport sur l'administration générale district du Haut-Luapula », 1930, 3.

<sup>295</sup>Archives Africaines, « Rapport annuel AIMO territoire de Jadotville », 1939, 20.

<sup>296</sup>*Ibid.*

### I.1.7. Les œuvres sociales de Mwenda Kitanika

Comme nous l'avons souligné plus haut, Mwenda avait non seulement le sens de père de famille envers ses sujets, mais aussi il avait dans une large mesure le sens du progrès. Il sut s'adapter à l'évolution rapide que la société africaine subissait au contact des centres européens d'Elisabethville et de Jadotville. Déjà le rapport de 1914 montre bien comment ce chef se souciait du développement de son village en prenant l'initiative de créer une école sous la gestion de la chefferie. C'est à partir des années trente que beaucoup d'œuvres de Mwenda ont vu le jour.

La construction d'un hospice de vieillards de Bunkeya entamée en 1932 fut achevée en 1933. Cet hospice était constitué de 6 maisonnettes en briques adobes comportant une pièce et une barza. Toutes ces maisonnettes étaient munies de portes et fenêtres ainsi que de deux lits amovibles. Une cuisine commune complétait les installations. Cette œuvre a été réalisée sur fonds propres de la chefferie ; c'était encore celle-ci qui subvenait à l'entretien des hospitalisés. En vue de réduire les dépenses, des champs de manioc, haricots et arachides furent établis. Et les abords de l'hospice étaient agrémentés par la plantation de bananiers. Cet hospice hébergeait, en permanence, les vieux abandonnés des leurs, ainsi que des infirmes : 20 personnes y avaient séjourné au cours de l'année 1933. L'établissement recevait, en outre, les malades de passage qui se séjournaient à proximité du dispensaire de la Mission, pour soins spéciaux et traitements curatifs divers. Cent malades y furent recueillis, totalisant 514 journées de préséances.<sup>297</sup>

L'Œuvre de la goutte de lait fut l'initiative de Kitanika récupérée par les religieuses bénédictines. Au mois de février 1933, une tentative d'organisation de cette œuvre fut faite à Bunkeya. Les premiers résultats furent satisfaisants. Mais l'œuvre ne résista pas, car l'administrateur n'avait pas le temps de s'en occuper. L'essai fut cependant convaincant et fut poursuivi au courant de 1934.<sup>298</sup>

Dans le cadre du développement communautaire, la chefferie Mwenda Kitanika était pourvue d'un atelier de menuiserie. Six équipes de scieurs de long étaient à l'ouvrage et leur production était vendue aux missionnaires bénédictins. Cet atelier de scierie-menuiserie réalisa un bénéfice de l'ordre de 574 francs congolais en 1934.<sup>299</sup> Quand la construction de

---

<sup>297</sup> Archives Africaines « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1934, 8.

<sup>298</sup> Archives Africaines « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1933, 20.

<sup>299</sup> « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1934, 8.

villages-modèles fut entamée au chef-lieu des chefferies Mwenda, Pande, Nguba, Poyo, Mwenda-Mukose, Mwenda Kitanika réalisa 20 maisons à briques adobes à Bunkeya.

Dans le domaine des travaux publics, il réussit à mettre à l'œuvre et souvent à diriger lui-même un petit nombre d'hommes pour tracer et, plus tard, rectifier la route qui, partant de Huambo, allait désenclaver Bunkeya. De même, vers 1937, il rassembla et encouragea la main-d'œuvre locale qui, sans grande rémunération et dans de très difficiles conditions, traça la voie qui relie Bunkeya à la Dikulwe, permettant ainsi la circulation automobile entre Likasi, Mitwaba et Manono, autorisant le commerce et en mettant fin au portage. Mwenda Kitanika fut aidé par un certain Kapatamoyo Muzinga, ancien guerrier de Mukanda Bantu et excellent chasseur qui connaissait des sols d'entre Bunkeya et Dikulwe.<sup>300</sup> Dans les mêmes conditions, il réunit et inspira les équipes appelées à pourvoir Bunkeya en eau potable, grâce à un barrage des eaux souterraines de la Bunkeya conçu par le père Adalbert Anciaux de Faveaux, et à la création d'un canal de dérivation ; canal passant à 700 ou 800 mètres des maisons et débitant aux plus basses eaux 20 à 30 litres par seconde.<sup>301</sup> C'est la population de tout Bunkeya qui participa à ces travaux sous l'encadrement de Mwenda Kitanika.

Fin 1936, Adalbert commence ses travaux hydrauliques qui amèneront l'eau de la rivière Bunkeya à proximité du village et à 200 mètres de la mission. Ces travaux ont facilité l'approvisionnement en eau de la population et ont comme conséquence immédiate, la disparition des ophtalmies et de nouveaux cas de cécité provoqués par le trachome. Ce travail fut presque exclusivement conduit par la Mission bénédictine grâce à un crédit lui accordé directement par le gouvernement général. Ces mêmes travaux ont permis plus tard à D. Paul de doter les missions des Pères et des Sœurs du courant électrique.<sup>302</sup>

Nous pouvons dire qu'après un début difficile, Kitanika eut de bons rapports avec les missionnaires catholiques. Il sut reconnaître les services des missionnaires et d'une façon générale la collaboration au bien général de la chefferie. En guise d'hommage et de reconnaissance, il envoyait souvent une brebis ou un chevreau à l'occasion de l'arrivée de Monseigneur et dans d'autres circonstances. Son attachement aux missionnaires éveillait sa sympathie pour la religion qu'ils représentaient. Il assistait aux offices liturgiques des grands

---

<sup>300</sup>Entretien avec Kasonde Kyawama Germain à Lubumbashi, le 2 décembre 2011, lire aussi Kasonde Kyawama, *histoires de Bayeke*, (non publié. Lubumbashi, 2004), 14.

<sup>301</sup>F.Grévisse, « La lignée », 609.

<sup>302</sup>Archives privées, Abbaye de Saint-André de Bruges, B.Poullens, « Mission bénédictine de Bunkeya : résumé des principaux événements depuis 1935 à 1946 ».

jours de fêtes. Il put traduire du kisanga en kiyeke quelques textes d'une vie de Jésus en images. Poullens pense que c'était là une manifestation de son sens du religieux.<sup>303</sup> N'avait-il pas à l'esprit l'idée d'apprendre aux Yeke l'histoire de Jésus dans leur propre langue ? Comme Romains et Grecs, les Yeke ont conquis politiquement les Sanga, ces derniers l'ont été culturellement. Parlons à présent des missionnaires et de leurs œuvres à Bunkeya.

## ***1.2 Les missions chrétiennes***

L'histoire sociale de Bunkeya pendant la période coloniale est indissociable de la présence des missionnaires aussi bien protestants que catholiques. Nous focalisons notre attention sur le deuxième groupe qui semble avoir jeté les bases de premières structures sociales d'encadrement de la population autochtone. Ainsi, nous parlons du contexte général de l'implantation des missions et des rapports que celles-ci ont entretenus entre elles, avec les chefs locaux d'une part et avec toute la population de l'autre part.

### **1.2.1 Les missionnaires de la Plymouth Brethren Mission à Bunkeya**

Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre précédent, le premier missionnaire qui est arrivé et qui a séjourné pendant longtemps à Bunkeya est Frederick Stanley Arnot de la *Plymouth Brethren Mission* dont la doctrine centrale repose sur le refus de créer une société missionnaire organisée et hiérarchisée. Les Brethren partagent, en effet, un point de vue commun sur l'importance de l'individu dans l'administration des sacrements. Toute personne qui s'estime avoir un message évangélique à transmettre, lit, commente les saintes écritures et administre les sacrements. Quiconque se sent capable d'être pasteur ou missionnaire, le devient. Fidèle à la doctrine de son Eglise, c'est dans ce sens qu'Arnot organisa seul le voyage pour se rendre en Afrique centrale et atteint Bunkeya en février 1886. Le lien qui unit les membres de cette Eglise est donc un dégoût profond pour les religions organisées et hiérarchisées et une méfiance généralisée à l'égard de tout pouvoir centralisé. C'est pourquoi les missionnaires de la Plymouth manifestaient clairement leur méfiance à l'égard des administrations coloniales et se refusaient d'être leurs proches collaborateurs. Ils tentaient par contre de se rapprocher davantage des populations autochtones et d'adopter leur mode de vie tout en évitant les contacts avec les autres occidentaux, agents coloniaux ou commerçants. Cette attitude leur avait valu l'inimitié des autres européens de passage à Bunkeya les assimilant aux esclaves blancs de M'siri et qui n'avaient réussi à convertir aucun Yeke.

---

<sup>303</sup>*Ibid*

Joseph Moloney, médecin et membre de l'expédition Stairs dit que ces braves gens avaient enduré pendant plusieurs années le plus grand mépris de la part de M'siri. Il se permet de les appeler « ses esclaves blancs », il les insulte devant le public, et les dépouille de leurs biens. Le résultat de la disgrâce ; c'est que, après six ans de travail, la mission n'avait pas obtenu un seul converti.<sup>304</sup>

Arnot fut rejoint par deux autres confrères en décembre 1887. Il s'agit de l'Anglais Charles Albert Swan et du Canadien William Henry Faulkner. Rentré en Europe pour populariser l'œuvre de son église afin d'attirer d'autres adeptes, Arnot reviendra en Afrique en 1889 avec trois nouveaux missionnaires : Thompson, Lane, et Crawford qui atteindront Bunkeya en 1890. Bientôt, l'influence de la mission devenait importante dans la région. Après la mort de M'siri, les missionnaires s'installeront à Koni près de Lukafu, le poste de l'Etat, à Mulungwishi et fonderont autour du lac Moero, le poste de Luanza. Bunkeya demeura, comme le soulignent à tout instant, les missionnaires Bénédictins, le bastion du protestantisme au Katanga. L'administrateur du territoire dans son rapport politique de 1919 se plaignait déjà de l'influence grandissante de la mission protestante dans la région de Bunkeya et des conséquences qui pourraient en découler pour la marche de la colonie belge. Il note en substance :

Il est regrettable de constater que dans notre pays des missionnaires anglais ou américains aient pu acquérir une telle autorité. A 40 km de Bunkeya, demandant à une femme le prix d'un panier, elle m'a répondu en anglais, 2 francs. A Bunkeya même où j'ai assisté à une leçon, les cours étaient donnés en anglais, le missionnaire Hoyte ne possédant pour ainsi dire la moindre notion de la langue française. Divers bruits ont circulé concernant la reprise du Katanga par les Anglais. Ces bruits ont été propagés par quelques noirs Rhodésiens ou Angolais et il est à notre avis très prudent, nécessaire même de limiter l'influence des missions... Ici encore une fois, il faudrait pouvoir voyager beaucoup et montrer par des actes, qu'à côté de l'autorité des missionnaires étrangers, il y en a une autre plus forte et plus légale : celle du gouvernement belge.<sup>305</sup>

Dans ce contexte, il fallait à tout prix recourir aux missions nationales pour faire le contrepoids de l'influence anglo-saxonne dans cette région. C'est l'objet de la section suivante qui traite de l'implantation des missions nationales ou catholiques au Katanga, précisément dans la région de Bunkeya.

---

<sup>304</sup>A.J.Moloney, *With captain stairs to Katanga. Slavery and subjugation in the Congo 1891-92*, édition Jeppestown Press,(notes introductives de David Saffery), (Londres, 2007), 128-129.

<sup>305</sup>Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », 2e trimestre 1919, 26.

## I.2.2 Les missions nationales ou catholiques

Le territoire du Katanga était compris dans le vicariat de Haut-Congo méridional. Le Vicariat apostolique de Baudouinville est la plus ancienne des juridictions ecclésiastiques de la région. Fondé depuis le 21 novembre 1886 et issue du morcellement du Vicariat apostolique du Haut-Congo en Vicariats du Kivu, de Kasongo,... Ce vicariat s'étendait sur toute la partie Est du Congo. Les Provinces Ecclésiastiques de Kisangani et de Bukavu sont tributaires de ce Grand Vicariat. Le 27 mai 1906 des accords avaient été signés entre l'E.I.C et le Saint-Siège pour l'évangélisation du territoire congolais. En 1908, Albert Ier avait visité la colonie alors qu'il était encore prince héritier. Attiré avant tout par le Katanga, il déclara qu'une menace pesait sur lui avec la trop grande présence anglo-saxonne. Il consigna dans ses notes une analyse appuyée sur des chiffres et son constat sur les intérêts des uns et des autres sur l'Union Minière du Haut-Katanga. Conscient des convoitises britanniques pour les gisements miniers du Katanga, il décria l'absence dans le Katanga des structures d'administration, d'encadrement et de formation. D'où ses mots : « *Les Belges ont rarement l'enthousiasme et l'esprit d'aventure inné, ils n'ont pas demandé mieux que de se désintéresser de l'entreprise africaine du Roi, il y a là un courant à remonter et cela ne sera pas facile* »<sup>306</sup> C'est pourquoi, il s'adressa aux abbayes bénédictines et leur proposa l'évangélisation du Katanga minier. Le père de Meester explique bien ce choix en ces termes : « *le gouvernement belge, connaissant la renommée des Bénédictins en tant que « défricheurs de l'Europe du Moyen-âge » avait voulu les intégrer à la politique de mise en valeur du territoire. Il voulait leur attribuer le même rôle en Afrique : devenir une instance organisatrice de centres spirituels, mais aussi de développement d'activités agricoles, scolaires et sociales.* »<sup>307</sup>

Pour fonder des postes ou stations des missions, les catholiques, comme nul n'ignore, ont reçu des subsides divers de la part des pouvoirs publics et les grandes entreprises dans la construction des postes des missions et la réalisation de leurs œuvres. La mission bénédictine avait reçu un premier fonds d'établissement d'environ 200.000 francs y compris les frais de voyages...<sup>308</sup> L'établissement des Bénédictins, dont la première mission était de préparer et favoriser un colonat, s'avérait indispensable dans la province du Katanga prospère et appelée

---

<sup>306</sup>MRAC, « Journal de voyage du prince Albert au Congo », 1909.

<sup>307</sup>P.De Meester, *L'église de Jésus-Christ au Congo Kinshasa*, centre interdiocésain, (Lubumbashi, 1998), 233-4.

<sup>308</sup>Archives provinciales du cadastre, dossier CSK, « Colonisation agricole », 1923, 12.

à devenir “ La terre promise des blancs”<sup>309</sup> Les Bénédictins devraient atteindre leur deuxième objectif par le biais de l'évangélisation. A travers celle-ci, ils allaient inoculer ‘une civilisation nouvelle’ au peuple colonisé. La mission était donc double. Le premier but des moines Bénédictins en terre Katangaise aura été l'établissement d'un colonat blanc sous forme de fondation monastique. Les habitants de la province, agriculteurs, artisans groupés autour des monastères devaient former des ilots de civilisation et de christianisation qui devaient, à leur tour, étendre leur rayon d'action.<sup>310</sup> En outre, il avait été entendu que le CSK prendrait l'avis du Ministère avant d'accorder une cession ou une concession gratuite aux Missions, afin de réaliser dans tout le Congo, la politique gouvernementale dans un domaine assez délicat.

Les Bénédictins furent déçus par la station de mission à Nguba, fondée en 1910, à cause du manque de la main-d'œuvre parce que la population y était parsemée. C'est pourquoi ils tournèrent leur regard vers Kansenia où une ferme de la « Tanganika concession Limited » venait d'éveiller leur intérêt. Le poste de mission fut érigé dans cette concession en 1912. La mission de Kansenia semblait être le futur centre de colonisation des Bénédictins. En 1916, un nouveau poste vit le jour à Mukabe-Kazari, c'est là que fut érigée la paroisse Saint Jean-Baptiste. Le souci n'était pas de fonder un véritable centre monastique dans ce milieu, l'objectif majeur était de gêner l'extension des Protestants qui avaient manifesté l'intention d'occuper le village de Mukabe-Kazari. Il est à noter que la hantise monastique se posa pendant une dizaine d'années. La raison majeure de l'échec a été, une fois de plus, le manque d'une main-d'œuvre suffisante. Mais une autre raison purement fortuite fut le début de la guerre et sa durée, avec pour conséquence directe d'isoler les congrégations missionnaires de leurs maisons-mères ; elles ne reçurent plus d'aide (argent, hommes surtout). Feltz fait observer qu'en dehors de toutes ces raisons, la plus importante est celle de l'industrialisation de la contrée, ainsi l'option en matière agricole fut vite écartée au profit de l'industrialisation avec l'exploitation des centres miniers les plus importants : Likasi, Kambove, Ruwe.<sup>311</sup> Dès la fin de la première guerre, le Père Supérieur de la mission de Mokabe-Kazari créa un important verger dont les fruits vendus sur les marchés urbains procurèrent des ressources

---

<sup>309</sup>J-F.De Hemptinne, « Discours aux fêtes jubilaires de l'enseignement officiel », *Cahiers de Saint André*, 9 :34 (1953), 44.

<sup>310</sup>*Le courrier de l'apostolat monastique*, numéro spécial, 14(1931), 31.

<sup>311</sup>G.Feltz, « Notes sur les structures de pouvoir de la mission bénédictine au Katanga, 1910-1958 », *Bulletin des séances, ARSOM*, 31(1984), 493.

suffisantes pour construire solidement la mission. L'occupation territoriale se poursuivait sérieusement après la première guerre mondiale. En 1919 une seconde attaque contre les Protestants fut amorcée toujours dans le souci d'empêcher ces derniers de s'étendre dans leur domaine et de créer un centre de colonisation. Les Bénédictins occupèrent Lukafu en 1919 et y fondèrent un poste de mission. Ils n'eurent pas de difficulté d'installation, ils reprirent et aménagèrent les anciennes maisons du poste administratif et militaire du gouvernement. A titre de rappel, Lemarinel avait fondé son premier poste au Katanga à Lofoi en 1891. Celui-ci fut transféré à Lukafu en 1898. Lukafu resta le siège de ce poste jusqu'en 1910 avant le transfert à Elisabethville.<sup>312</sup> Les Bénédictins arrivèrent à Kapolobwe en 1920 et y fondèrent un poste de mission, une ancienne ferme que les moines avaient achetée à une entreprise minière. A cause de son importance matérielle, Kapolobwe fut choisi comme lieu de fondation monastique, c'est pourquoi les moines y construisirent une école normale et un petit séminaire, respectivement en 1930 et en 1933. L'installation des sœurs Bénédictines en 1937 acheva la construction de ce poste. La mission de Kasenga fut fondée en 1923. Les Bénédictins n'entendaient pas laisser aux missions étrangères le monopole d'influence sur une région frontalière, voisine de la colonie anglaise (la Rhodésie du Nord).

Le poste de Bunkeya qui intéresse directement notre étude, était le principal poste de la Garenganze Evangelical Mission, ce poste échappait au contrôle des Bénédictins jusqu'en 1926, année de leur installation. Sans tarder, les moines se mirent au travail et s'adonnèrent au développement matériel de la mission : un dispensaire pour noirs fut construit en 1928. Le monastère de Bunkeya, dont les premières constructions avaient débuté en 1930, fut inauguré en 1933 au moment où un internat pour filles noires accueillait les premières pensionnaires. Bunkeya était l'une des rares missions du Vicariat qui disposaient à cette époque des installations solides.<sup>313</sup>

Dom Feuillen GILLAIN indique bien l'importance de ce poste ;

La capitale de l'ancien empire de M'siri fut la conquête la plus importante de cette époque. Bunkeya était un gros village de 2000 habitants : gens réservés et conscients de l'importance. C'était le fief des missionnaires anglais depuis plus de 40 ans. Il fallut beaucoup de patience, d'habileté, de bonhomie, de dévouement, au Père Gerard Moyaert, qui s'y fixa le 26 juillet

---

<sup>312</sup>P.De Meester, « Lukafu (1898-1966), premier centre administratif du Katanga », *Revue Belgo-Congolaise*, (avril 1966), 16-20.

<sup>313</sup>Archives du cadastre, dossiers CSK, « Relevé des cessions et concessions accordées dans la province du Katanga à la congrégation bénédictine ».

1926, pour s'attacher toute cette population. A Pâques 1929 eut lieu le baptême des deux premiers chrétiens. Mais, en 1930, l'agglomération comptait 500 chrétiens, 2300 catéchumènes et près de 200 enfants à l'école centrale ; il y avait dans les environs 19 écoles rurales. En 1932, les principaux villages de la région sont tous occupés, et la mission contrôle 44 écoles rurales. Sur un total de 10.500 habitants, les deux cinquièmes sont convertis.<sup>314</sup>

L'installation tardive de la mission bénédictine à Bunkeya répondait à la stratégie montée par Monseigneur de Hemptinne, il fallait miner les périphéries des stations protestantes avant de s'attaquer au noyau central :

Lorsque les premiers moines bénédictins arrivèrent au Katanga en 1910, ils se trouvaient donc en face d'une situation déjà compromise. Plutôt que de s'attaquer de front à l'adversaire, Mgr de Hemptinne préféra encercler la position protestante en occupant progressivement toute la périphérie de la plaine de la Lufira. Les choses étant ainsi préparées, le 9 juillet 1926 il installait personnellement à Bunkeya un missionnaire qui avait donné sa mesure à Lukafu et à Elisabethville : Dom Gérard Moyaert. Mwenda Kitanika s'était opposé à l'installation des Bénédictins dans sa région, car il était lui-même un produit de la *Garenganze Evangelical Mission* et ne manquait de prendre position en faveur de ses éducateurs. Installée depuis 1886, la Garenganze Evangelical Mission avait fait de la région de Bunkeya son fief. Eduqué par elle, reconnaissant envers elle, Mwenda Kitanika subissait son ascendant. L'autorité européenne le convainquit de la nécessité de respecter la liberté des cultes.

Les documents administratifs de février et mars 1926 rapportent aussi un des conflits qui a mis aux prises un missionnaire bénédictin et un pasteur qui se disputaient le monopole dans la région de Dikuku. Le chef Dikuku était plutôt partisan des Protestants premiers venus chez lui et exigea que les Catholiques s'en aillent inaugurer leur action à Bunkeya avant de s'implanter dans sa région.<sup>315</sup>

En 1926, quand l'installation à Bunkeya même d'une mission bénédictine fut décidée, le problème se reposa avec plus d'acuité encore. Mû par ses amis anglais, le mwami refusa plusieurs semaines durant l'autorisation de recourir à de la main-d'œuvre locale. Il y consentit

---

<sup>314</sup>F.D.Gillain, *Les bénédictins au Katanga de 1932 à 1962*, Centre National de Documentation Missionnaire de Belgique, (Bruxelles, 1962), 11-2.

<sup>315</sup>Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Likasi », premier semestre, 1926.

cependant à la fin et ce fut tout aussitôt le début d'un magnifique ensemble architectural, d'un remarquable essor d'œuvres.<sup>316</sup>

Bien que Mwenda Kitanika entretienne des bons rapports avec les Bénédictins, entre Protestants et Catholiques, on était loin d'enterrer la hache de guerre. Plusieurs fois, l'action apostolique ne s'exerça pas sans quelques frictions avec les missionnaires protestants.<sup>317</sup>

Les frictions entre ces deux groupes avaient déjà attiré l'attention de l'administration coloniale qui s'en plaignait. Dans son rapport de 1918, l'administrateur du territoire constate avec amertume que les relations sont très tendues entre les R.P Bénédictins et Mr Springer pour lutte d'influence dans les villages. Il souhaite que l'administration mette fin à cette situation pour ne pas laisser croire aux Noirs que quelque intérêt guide les missionnaires dans leur effort qu'ils font pour inculquer aux Noirs des principes religieux différents, tout l'acharnement à occuper les villages est grand. Cette situation s'est produite au village Mutaka où un catéchiste protestant a été chassé par le catéchiste des Pères Bénédictins. L'administrateur proposait qu'on limite la sphère d'action de chacune des missions dans une chefferie ou sous-chefferie entière.<sup>318</sup>

Du point de vue interne, l'implantation d'autres congrégations catholiques rencontra une opposition farouche du Vicaire Apostolique, en la personne de monseigneur de Hemptinne. Bunkeya aurait dû aussi profiter de l'expérience de la congrégation salésienne selon la convention d'implantation signée entre le provincial des Salésiens et le Ministre des Colonies.

### I.2.3. Œuvres sociales de la missionnaire Bénédictine à Bunkeya (1926-1940).

#### **I.2.3.1.L'école**

En jetant un regard sur l'évolution des missions nationales, l'implantation des écoles fut l'élément dominant de leur action. De la convention passée entre le Vatican et l'E.I.C, la création des écoles fut une des principales obligations des missions. Pour ce qui concerne la mission bénédictine, l'implantation des écoles se fit en deux phases. La première, liée à l'objectif initial des Bénédictins au Katanga, concernait le milieu rural et couvrait les années 1910-1930 avec la création des stations centrales. La deuxième phase commence autour des

---

<sup>316</sup>F.Grévisse, « La lignée », 612.

<sup>317</sup>Salamu, « L'église s'établit dans la capitale de M'siri », *Bulletin des Missions* (courrier de l'apostolat monastique), numéro spécial, (décembre 1933), 20.

<sup>318</sup>Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », premier trimestre 1918.

années 1927 et 1928 avec la stabilisation de la main-d'œuvre à l'U.M.H.K. L'implantation des écoles protestantes (méthodistes) dans les centres urbains poussa les Bénédictins à changer de stratégie, car c'est à partir de ce moment que leur attention en matière d'éducation sera plus tournée vers le milieu urbain que vers le milieu rural. Mais l'encadrement des populations rurales n'en fut pas totalement affecté.

Pour mieux saisir l'œuvre scolaire des missionnaires à Bunkeya, nous présentons succinctement la politique scolaire telle qu'elle a été initiée au début de l'ère coloniale.

A l'origine, la structure primaire d'enseignement se dénommait chapelle-école. Cette dernière évolua au fil des années et prit des appellations diverses jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale : école du village, école succursale et écoles rurales. L'enseignement pour autochtones est divisé en deux branches ; l'une destinée à la masse, l'autre s'adressant à une certaine élite. Cet enseignement est divisé en deux degrés : le premier degré d'enseignement primaire comptait la première et la deuxième année. Ce premier degré donnait durant deux ans un programme uniforme pour tous. A l'issue de ce tronc commun, une sélection s'opérait parmi les élèves. En effet, c'est ici que l'enseignement primaire bifurquait dans deux directions adaptées aux possibilités des élèves ; il se divisait ainsi en un second degré ordinaire et en un second degré sélectionné. Pour diriger les élèves vers l'une ou l'autre de ces voies, on tenait compte à la fois de l'aspect moral des candidats, de leur âge et de leur aptitude intellectuelle. C'est ainsi, par exemple, que les élèves trop âgés étaient orientés généralement vers le second degré ordinaire. Ce second degré ordinaire visait surtout à préparer l'enfant noir à vivre dans son propre milieu. Aussi son programme comportait-il de nombreux travaux manuels ; ces travaux étaient en eux-mêmes différenciés selon le cas : dans les centres urbains ils avaient trait aux métiers tandis que dans les villages, ils se rapportaient à l'agriculture et au petit élevage. Ces cours duraient trois ans (3e, 4e, 5e primaires). Les élèves du second degré ordinaire, qui étaient admis à poursuivre leur enseignement secondaire, devaient avant d'y accéder, faire deux ans (6e et 7e années primaires).<sup>319</sup> Quant au second degré, sélectionné qui comportait quatre années (3e, 4e, 5e, et 6e années), on préparait directement les élèves à suivre un programme d'enseignement secondaire.

---

<sup>319</sup>Lire à ce propos H.A.Duperux, « Propos sur la réforme de l'enseignement », *Bulletin du Cepsi*, 6(1948) et Kita Kyankenge Masandi, *Colonisation et enseignement, cas du zaïre avant 1960*, éd du Ceruki, (Bukavu, 1982).

C'est en septembre 1926 que le Père Gérard ouvrit l'école centrale de Bunkeya, mais cette implantation ne s'est pas faite sans heurts. Le mois de mars 1926, le missionnaire protestant avait ouvert son école. Le missionnaire catholique fut surpris d'apprendre que l'œuvre de son adversaire fut bien accueillie par les vieux notables du village. C'est sous l'ordre du notable Makabwa que les policiers avaient forcé tous les enfants qui n'étaient pas de la mission d'aller à cette école. La reine même, la Mugoli, avait retiré ses deux petites filles pour les envoyer à l'école protestante. Le Père Gérard note que ce sont les fillettes que les païens et les vieux tâchent d'éloigner de la mission. A ses débuts le Père Gérard donnait deux heures aux garçons et pendant ces cours, il formait le futur catéchiste-instituteur. Puis, c'est le tour des filles, avec un cours de pédagogie pratique donné à la future institutrice.<sup>320</sup> L'arrivée des religieuses bénédictines, accompagnées de Don Bonaventure Barbier, vint combler le vide autour du Père Gérard et permit de pousser cette conquête à fond. Les sœurs assumèrent dès lors la direction des classes féminines ; elles ouvrirent un dispensaire pour les malades et une pouponnière pour les enfants. Leur action fut considérable et elles s'étaient assignées comme objectif l'apprentissage de la langue des autochtones. Dans le souci de s'intégrer dans la population, les sœurs bénédictines apprirent la langue des autochtones qui devait leur permettre de collaborer avec ces derniers. C'est ainsi qu'elles ont gagné la confiance de cette population.<sup>321</sup>

Le Père Bonaventure venait au service de la jeune mission avec une longue expérience acquise au Brésil dans la mission de Rio Branco. Il développa activement les installations et les ressources alimentaires pour la plantation d'ananas, la création d'une bananeraie et la culture de légumes de toute sorte.<sup>322</sup> Naturellement il devait s'occuper de l'instruction des élèves en matière agricole. Cela nécessitait de mener une politique scolaire éducative que l'on a retrouvée à la base des programmes scolaires de 1925-29, 1938 et 1948-52, régissant l'enseignement libre subsidié, dévolu aux missions. Il comportait une large part d'enseignement agricole et de mise en pratique par les jardins scolaires et les champs d'expérience. Ce programme ne fut pas systématiquement poursuivi ou ne put être appliqué

---

<sup>320</sup>P.Legrand et B.Thoreau, *Les Bénédictins au Katanga. Vingt-cinq ans d'apostolat (1910-1935)*, Abbaye de Saint-André, (Lophem-lez-Bruges, 1935), 114.

<sup>321</sup>Manenga, « Histoire de la fondation des moniales bénédictines congolaises », *Actes du Colloquesur le centenaire de l'évangélisation de l'Archidiocèse de Lubumbashi*, (Lubumbashi, du 19 au 22 avril 2010), éditions de l'Archevêché de Lubumbashi – Médiaspaul, (Lubumbashi, 2011), 34.

<sup>322</sup>P.Legrand et B.Thoreau, *Les bénédictins*, 115.

que tardivement.<sup>323</sup> Quand le Père Gérard quitta Bunkeya pour Jadotville, il laissait à son successeur, le Père Boniface Poullens, une école d'environ 200 enfants alors que la mission protestante ne conservait plus qu'une soixantaine. Les statistiques des effectifs de l'année 1934 : la mission saint Jules avait à son poste de Bunkeya ainsi que dans ses succursales le nombre de 180 élèves alors que l'école des filles du poste tenue par les sœurs bénédictines avait 110 élèves et entretenait un internat de 30 filles.<sup>324</sup>

Les Bénédictins, comme nous l'avions souligné ci-haut, ont organisé à Bunkeya, un enseignement post-primaire.

L'enseignement post-primaire avait un caractère utilitaire. Il existait dans le Vicariat Apostolique du Katanga des établissements qui formaient du personnel auxiliaire tels que les écoles artisanales (à Bunkeya et à Kashobwe) d'où sortaient des artisans. Ces écoles ouvertes au profit du milieu coutumier et rural formaient la main-d'œuvre indispensable aux missions, à l'administration et aux colons isolés. Ces écoles avaient un cursus de deux ans et dispensaient un enseignement axé sur un programme gradué de travaux pratiques de portée utilitaire et relevant d'un métier déterminé ; menuiserie, charpenterie, maçonnerie, tailleur.<sup>325</sup>

L'Administrateur du territoire de Jadotville dans son rapport de 1939, se réjouit de l'apport des menuisiers et charpentiers dans le développement de Bunkeya, il écrivit en substance :

La réorganisation des ateliers et leur mise sous contrôle d'un agent européen dans les postes mêmes ont donné de bons résultats. La confection des boiseries et l'ameublement des bâtiments publics ont pu être poursuivis à bon compte, et dans le secteur des Balemba et la chefferie des Bayeke, ces ateliers commencent à vendre aux natifs des planches et des meubles courants ; tables et chaises. Cette mise en vente semble être très appréciée par la grande masse indigène car ces articles sont solides et, malgré le léger bénéfice encaissé par le C.A.C, vendus à un prix avantageux.<sup>326</sup>

Mais si le développement de l'organisation scolaire est tangible en milieu rural, cela sera surtout dû au rayonnement des écoles centrales primaires sises dans les postes missionnaires permanents. Les difficultés apparaîtront cependant dans le réseau constitué des petites écoles rurales, dirigées par un catéchiste-instituteur et comprenant les deux premières

---

<sup>323</sup>G.Feltz, « Un échec de l'implantation scolaire en milieu rural : le cas de la Lulua et du Katanga central, 1920-1960 », *Revue Canadienne des Etudes Africaines/Canadian Journal of African Studies*, 13 :3(1979), 441-459.

<sup>324</sup>P.Legrand et B.Thoreau, *Les bénédictins*, 115.

<sup>325</sup>J-M.Kashoba, « L'évolution et les caractères de l'enseignement catholique dans l'archidiocèse de Lubumbashi », *Actes du colloque sur le centenaire de l'évangélisation de l'Archidiocèse de Lubumbashi*, (Lubumbashi, du 19 au 22 avril 2010), éditions de l'Archevêché de Lubumbashi – Médiaspaul, (Lubumbashi, 2011), 203.

<sup>326</sup>Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1939, 74.

années. Le problème de financement de toutes ces écoles se posait vu la faible densité de la plupart de villages.

A vrai dire, la finalité de cette école ne coïncidera jamais avec les réalités locales. Feltz souligne que l'école adaptée au milieu de l'entre-deux-guerres fut davantage un mythe dans l'ensemble colonial. L'échec de cette politique put être vérifié particulièrement dans les régions du Congo belge à faible densité, de même parmi celles qui ressentirent un développement intensif de l'industrie minière ou des centres politico-administratifs importants- ce qui se traduisit par l'exode rural après la dépression de 1930.<sup>327</sup>

Le rapport qu'établit l'administrateur de territoire en 1939 sur la qualité même de l'enseignement n'assurait pas de lendemains meilleurs.

Concerne Mukabe-Kasari un groupement de la chefferie Bayeke- les résultats obtenus à ce jour sont décevants. Depuis la création de la ferme-école, 8 anciens élèves sont installés dont 7 en territoire de Jadotville et 1 en territoire de Mitwaba. Toutefois ils ne sont ni plus ni moins bons cultivateurs que les indigènes de la région. Les locaux (dortoirs et réfectoires) sont, construits en matériaux provisoires et sont en très mauvais état. Le révérend père qui s'occupe des élèves de la F.E, ayant à sa charge tout l'enseignement primaire, ne peut que leur consacrer qu'une faible partie de son temps. Ses connaissances agricoles sont d'autre part très rudimentaires. La durée des études, qui doit être de 2ans, a été portée d'office à 3ans. Devant les résultats décevants de la F.E, la mission Mukabe-Kasari, depuis 1939, engage comme apprentis maçons, menuisiers, etc. la presque quasi-totalité des élèves sortants afin d'en faire des artisans. Cette F.E et son enseignement ont besoin d'un remaniement complet.<sup>328</sup>

Malgré les faiblesses organisationnelles de l'éducation dans le monde rural en particulier et dans toute la colonie en général, l'école, le renforcement de l'autorité locale et l'action sociale ont été les leviers du pouvoir colonial.

### ***1.2.3.2. Les autres œuvres sociales***

L'implantation des missionnaires catholiques était toujours accompagnée, outre l'école, de l'ouverture de plusieurs autres œuvres sociales. Pour répondre aux nombreux besoins de la population, les sœurs bénédictines ont dû multiplier leurs œuvres notamment : l'internat pour filles, la maternité et les consultations prénatales. A Bunkeya et dans les villages environnants, elles formaient quelques femmes choisies pour l'action catholique, et ce sont ces dernières qui faisaient les consultations pour nourrissons et donnaient quelques

---

<sup>327</sup>G.Feltz, « Un échec », 441-459.

<sup>328</sup>Archives Africaines, « Rapport agri 60, province d'Elisabethville », agriculture et forêts, rapport annuel 1939.

leçons d'éducation familiale mêlées au catéchisme. Les moniales bénédictines ajoutèrent aux autres œuvres le guidisme et l'hospice des vieillards. L'hospice des vieillards entamé par Mwenda Kitanika attira l'attention des Religieuses qui en prirent la direction et obtinrent le financement de l'administration territoriale. La consultation des nourrissons, œuvre subsidiée par l'Etat, fonctionnait depuis 1933 à Mokabe Kazari et à Bunkeya, sous la direction des sœurs bénédictines. Chaque semaine, les mères de la région avoisinante se présentaient à la Mission avec les nourrissons. Ceux-ci étaient pesés, auscultés et soignés par les révérendes sœurs de l'endroit. Les résultats étaient merveilleux puisque la mortalité infantile était fortement réduite. Selon le rapport de l'administration du territoire, Bunkeya avait enregistré 7848 consultations en 1933.<sup>329</sup> Le dispensaire qui avait vu 2630 malades pendant les six premiers mois de 1931, en reçut pendant les douze mois suivants 9366, venus de tous les environs, à 50 kilomètres à la ronde. A l'école on comptait dès 1931 cent quarante garçons et quatre-vingts filles.<sup>330</sup> En 1937, le gouvernement de la colonie accorda des fonds pour la construction de l'hôpital à Bunkeya. Les travaux furent exécutés par une équipe de maçons formés localement sous la supervision de la mission bénédictine. Le parachèvement de l'hôpital se fit en 1938 par la construction des bâtiments d'hospitalisation. Cette œuvre était gérée par les sœurs bénédictines. La même année, à la demande pressante des travaux publics, la mission se chargea de la construction de la maison du médecin pour le poste de Bunkeya.

Dans le cadre des loisirs, il fut décidé en 1932 de créer des foyers pour déracinés en vue de les soustraire à l'influence des danses et de la boisson. La mission bénédictine jeta les bases d'une organisation sportive et récréative (football, cinéma, etc.) en aménageant des locaux et terrains.<sup>331</sup> Il est vrai que pendant ces années, les missionnaires se plaignaient beaucoup de la tenue morale de la population surtout en ce qui concerne la boisson. L'action du pouvoir civil venait se joindre à celle des missionnaires pour améliorer la tenue morale du village : un agent territorial, détaché de Likasi, vint s'installer. Le débit de « pompe » (boisson) fut réglementé. On ne pouvait plus en faire sans autorisation et sans payer une taxe de 10 francs par tonneau de 36 litres. Un tribunal indigène, fonctionnait régulièrement, formé de 5 juges et d'un greffier.<sup>332</sup>

---

<sup>329</sup> Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1934, 7-8.

<sup>330</sup> Salamu, « L'église », 22.

<sup>331</sup> Archives Africaines « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1933,

<sup>332</sup> Salamu, « L'église », 23.

En 1937, en février arriva le Frère Bernuphe qui y commença l'industrie de tuiles et carreaux et qui n'a cessé depuis lors de fonctionner à Bunkeya. En mars, on construisit la nouvelle école pour garçons comprenant des salles de classes de 8x7m, un bureau de 4x7m. En octobre de la même année, Paul Dehaye arriva à Bunkeya et prit la direction de l'école centrale. Bien avant l'arrivée du bénédictin Bernuphe, il existait une petite fabrique de tuiles.<sup>333</sup> En 1930, les Bénédictins avaient achevé à construire pour le chef Mwenda une maison en briques cuites et couverte des tuiles. Comme on peut le constater les Bénédictins avaient jeté les bases des infrastructures sociales dans cette cité, ils ont été les collaborateurs privilégiés des services publics de l'Etat colonial. Bunkeya était caractérisé par la nature tout à fait particulière des bâtiments que les missionnaires catholiques ont construits pour le propre compte. Nous analysons, dans les lignes qui suivent, le contexte général qui a guidé la conception de ce projet jusqu'à sa matérialisation.

Considéré comme bastion du protestantisme, la mission bénédictine s'était résolue d'y ériger des bâtiments imposants pour s'attirer la sympathie des autochtones. Mais l'implantation de cette mission coïncida avec la crise mondiale qui bouleversa les économies de tous les pays du monde. Les sociétés missionnaires en étaient aussi frappées, d'abord les moyens de déplacements rendus difficiles, elles ne pouvaient ni obtenir de leurs maisons-mères le personnel ni le financement des projets.

La question financière qui se posait pour la construction des monastères à Bunkeya trouva solution à l'occasion de la consécration épiscopale de Mgr Hemptinne : cette fête fut l'occasion, pour les nombreux amis que le Vicaire apostolique compte en Belgique, de lui manifester leur sympathie personnelle et leur intérêt à l'œuvre missionnaire du Katanga. Les fonds réunis par le comité d'amis furent remis à Monseigneur pour l'Afrique et lui permirent d'entreprendre les constructions de Bunkeya. Dans les centres industriels du Haut-Katanga, la crise avait amené le chômage, et dans la brousse les récoltes étaient perdues. La crise économique et la famine avaient eu, d'autre part, un effet très avantageux : celui de diminuer le prix de la main-d'œuvre et des matériaux. Raison de plus pour les missionnaires de profiter de ce moment pour entreprendre les travaux. Ces travaux venaient à leur heure. C'est la nécessité des populations autochtones, pressés par la faim. A Bunkeya et aux environs, c'est la famine, écrivait-on en mars 1932. Depuis octobre les sauterelles avaient tout envahi ; le

---

<sup>333</sup>Archives privées, abbaye de Saint-André de Bruges, B. Poullens, « Mission bénédictine de Bunkeya, résumé des principaux événements depuis 1933 à 1946 ».

maïs et le sorgho étaient dévorés ; les haricots et les légumes avaient subi le même sort. Par surcroît de malheur, il n'y avait presque pas eu de pluie depuis le début de janvier et les patates douces que le gouvernement avaient fait planter risquaient de produire bien peu de chose ou même rien du tout.

La famine, la misère, la mort frappaient la population. Voici à ce propos ce que Poullens écrit :

Depuis janvier, douze bébés sont morts à Bunkeya, en dix jours, j'ai enterré trois vieillards. Certes une grippe règne dans la région, mais la mortalité anormale et les nombreux enfants malades sont un effet immédiat de la sous-alimentation. Hier le chef d'un village protestant, Mumoneka, me disait : « père, la nuit, nous ne pouvons pas dormir ; les enfants pleurent constamment de faim ; mais ici c'est la famine noire,<sup>334</sup>

Le gouvernement, mis au courant de la situation, intervint pour alimenter la population de Bunkeya et confia aux missionnaires le soin de distribuer les vivres : « chaque semaine 3 tonnes de farine, 100 kilogrammes de riz et 100 kilogrammes de sucre, pour nourrir les nourrissons, leurs mères, les vieillards et les malades, en un mot un millier de personnes.<sup>335</sup> »

C'est dans ce contexte qu'on entreprit la construction des monastères et de l'Eglise catholique de Bunkeya. Les travaux étaient dirigés par un chômeur italien du nom de Gravetti, maçon de métier et son salaire était fixé à 3000 fr. Et l'UMHK fournit les tôles de remplissage à 2,50 fr le pied.<sup>336</sup>

L'inauguration solennelle eut lieu le jour de l'Ascension 1933, en présence de Mgr de Hemptinne et de M. Heenen, Gouverneur du Katanga. L'emplacement de l'église et de la résidence des Pères fut fixé à un kilomètre du monastère des religieuses, en un endroit quelque peu surélevé également. Dès la fin de 1932 on avait préparé des briques, et au début de cette année le Vicaire Apostolique pouvait annoncer : « *J'entreprends à Bunkeya la construction d'une grande église, de 40 mètres sur 16, et d'une résidence à étage pour les Pères. Ce sera un fort bel ensemble* ». <sup>337</sup>

La présence missionnaire à Bunkeya comme partout ailleurs était associée à une idée de progrès, de changement ; grâce à la scolarisation, aux emplois procurés par la mission, à

---

<sup>334</sup>B.Poullens, « Mission bénédictine de Bunkeya, résumé des principaux événements depuis 1930 à 1933 »

<sup>335</sup>*Ibid*

<sup>336</sup>B.Poullens, « Mission bénédictine de Bunkeya, résumé des principaux événements depuis 1930 à 1933 »

<sup>337</sup>Salamu, « L'église », 26.

l'apport de nouvelles cultures, aux soins apportés aux malades, et en tout grâce à une relation de l'économique, du politique et du culturel tout à fait nouvelle. Les innovations apportées par l'œuvre missionnaire étaient restrictives parce que tous les individus n'étaient pas concernés par ces innovations en milieu rural. Par exemple, les fruits (comme l'orange, le citron, etc.) et les légumes (comme les choux) n'étaient pas consommés par la masse d'individus. Seule une catégorie limitée de ceux qui étaient en contact permanent et direct avec le secteur étranger avait bénéficié de ces différentes formes de progrès. Mazwili dit : « *Les missionnaires nous ont apporté l'école, ils avaient des jardins mais ils ne nous ont pas appris comment planter les arbres fruitiers. Dans tout Bunkeya on ne trouve pas beaucoup d'arbres fruitiers en dehors des manguiers que le mwami Kitanika a apportés de Kasenga.* »<sup>338</sup>

L'idéologie véhiculée par les missionnaires n'a pas apporté de manière tout à fait significative un changement dans le monde rural de Bunkeya, certes, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, l'élite locale qui fait jusqu'à ce jour la fierté de Bunkeya est celle formée par les missionnaires. Il convient de noter que cette notion de développement, qui traduit toute forme de progrès et donc de changement, nécessite pour les partenaires en présence quelque chose de commun, une sorte d'affinité ou de sensibilité culturelle commune : pour Chaunu, il existe une corrélation assez étroite entre le niveau de développement, la complexification sociale, d'une part, la place et le niveau de la connaissance historique, d'autre part.<sup>339</sup> Ainsi, une école, une église, une coopérative, renferment des données de progrès, qui engendrent tôt ou tard, qu'on le veuille ou non, des changements dans la culture originelle. La vie à Bunkeya, pendant toute la période coloniale, a gravité autour des missions en général et en particulier autour de la mission catholique.

Bunkeya étant essentiellement un milieu agricole, jetons, à présent, un regard sur les éléments caractéristiques de l'agriculture pendant cette période et les conséquences qui en découlaient.

### ***1.3. L'agriculture et cultures imposées***

#### **I.3.1 Situation générale jusqu'en 1932**

A l'époque de M'siri, nous avons relevé que l'agriculture était destinée à la fois au ravitaillement de la population et aussi aux marchands de passage dans la ville, c'est pour

---

<sup>338</sup>Entretien avec monsieur Mazwili Oscar à Bunkeya, le 7 septembre 2011.

<sup>339</sup>P. Chaunu, *Histoire science sociale*, Sedes, (Paris, 1974), 20.

cette raison que le suzerain avait initié la politique des grandes cultures, Les productions agricoles à Bunkeya avaient dépassé le cadre de l'agriculture familiale d'autosuffisance alimentaire. Il découle clairement qu'il y avait abondance d'aliments toute l'année. Mais il se faisait parfois que la population perdit une bonne partie des semences pendant la saison sèche surtout pour ce qui concerne le sorgho à cause de la fabrication de la bière locale ; elle rencontrait des difficultés au début de la saison culturale. Avec la refondation de la cité de Bunkeya, la population est retournée à l'agriculture de subsistance, le paysage politique et commercial ayant changé.

De par sa position géographique, le territoire de Likasi, dont faisait partie Bunkeya, situé dans le Haut-Katanga industriel, avait connu une agriculture essentiellement vivrière, et ceci à cause de la main-d'œuvre industrielle qu'il fallait nourrir. Dans cette section, nous analysons la manière dont les activités agricoles paysannes ont été organisées dans le territoire pendant la période de l'entre-deux guerres, de 1919 à 1939. On distinguera deux sous périodes, la première allant de 1919 à 1930-31 et, la seconde, de 1932 à 1939.<sup>340</sup> La première fut caractérisée par l'absence d'une politique agricole bien définie. Le commissaire de district du Haut-Luapula décrivait cette situation en 1931 et avait initié un programme en cette matière.

Le problème de l'agriculture dans le Haut-Luapula est complexe et, il faut l'avouer, aucun programme bien défini n'a été suivi jusqu'à présent... Nous avons donc, dès notre arrivée dans le District, chargé l'agronome d'élaborer de décision en application de l'ordonnance-loi du 20 février 1917 devant constituer le programme agricole indigène obligatoire. Cette décision prise le 15 juillet impose 0,75ha ou 1 ha de cultures vivrières indigènes dont celle du manioc entre 25 et 50 ares.<sup>341</sup>

La législation sur les cultures obligatoires existait déjà depuis 1917. Edmond Leplae, directeur du Service de l'agriculture et de la colonisation, persuada en 1916-17 le ministre Renkin de la nécessité d'instaurer temporairement un système de cultures obligatoires, tant vivrières qu'industrielles. Du point de vue de l'action éducative, le régime des cultures obligatoires constituait "un enseignement pratique pour adultes" qui allait de pair avec la création des jardins scolaires et des champs d'expérience dans les écoles primaires. Leplae définissait ceux-ci comme des coins de terre sur lesquels "les élèves étaient obligés de cultiver

---

<sup>340</sup> Notre analyse prend en compte les données de l'ensemble du territoire dont faisait partie Bunkeya ; faute des données spécifiques dans les rapports administratifs et agricoles des entités du territoire à partir des années 1930.

<sup>341</sup> Archives Africaines, RC/CB, 5(155), « Rapport annuel sur la situation de l'agriculture du district du Haut-Luapula », 1931.

certaines plantes, alimentaires ou commerciales, ou même parfois ornementales". Les cultures obligatoires furent surtout expérimentées dans les champs scolaires.<sup>342</sup> Mais les cultures forcées se développèrent surtout à partir de 1917, dans l'est du Congo, pour approvisionner en riz le corps expéditionnaire d'Afrique orientale : la société Belgika reprit les rizières de l'Etat en 1920 et dès 1930 la production dépassait 60.000 tonnes. A cette occasion, en 1917, on porta à soixante jours, par an, la durée du travail obligatoire. A partir de 1920, l'administration et les sociétés coloniales généralisèrent cette pratique.<sup>343</sup> Avant cette période, les rapports politiques du territoire de 1916 mentionnent que le service de l'agriculture était à pied d'œuvre à Bunkeya et avait procédé à la distribution des graines.

*« Graines acceptées mais difficultés de connaître les résultats obtenus. Rendement rapide du Sarazin chez le chef Kitanika qui en a reçu quelques graines. Même le résultat pour les haricots dont le chef garde la récolte pour procéder à une plantation importante. »*<sup>344</sup>

Le rapport du quatrième trimestre de 1917 souligne l'ardeur des occupants de la chefferie en général et de la population de Bunkeya en particulier vers les travaux des champs, malgré l'épidémie de rougeole qui sévissait dans les villages, obligeant les autorités à fermer les écoles.<sup>345</sup>

Selon le rapport de l'année suivante, les Noirs avaient ensemencé de vastes superficies de terrain, mais la sécheresse persistante fit manquer les récoltes surtout pour les terrains qui ne se trouvaient pas dans un endroit marécageux. De cette façon la famine n'était pas à craindre, car le sorgho a pu croître grâce aux dernières pluies. Chez Mwenda Kitanika la situation est pareille, il y a eu peu de récoltes de maïs, le sorgho était produit à suffisance.<sup>346</sup> A la lumière de tous ces rapports administratifs, il y a lieu de dire que la population de Bunkeya avait accueilli sans beaucoup de peine les réformes initiées par le service de l'agriculture du territoire. Ce village, selon l'esprit de l'époque, devait servir de modèle dans tous les domaines. C'est pourquoi, à partir de 1924, on créa les marchés des vivres à l'instar de la foire organisée chez Mwenda Kitanika au cours du deuxième semestre de la même

---

<sup>342</sup>E.Leplae, « L'amélioration de l'agriculture indigène. Jardins- alimentation indigène ». *Rapports français de la XIIIe semaine de missiologie de Louvain*, (Bruxelles, 1935) et édition universelle, (Paris, 1936), 74-78.

<sup>343</sup>M.Merlier, *Le Congo : de la colonisation belge à l'indépendance*, Maspero, (Paris, 1962), 79.

<sup>344</sup>Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », 30 septembre 1916.

<sup>345</sup>Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », 4e trimestre 1917.

<sup>346</sup>Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », premier trimestre 1918.

année. Ainsi les cultivateurs des villages voisins venaient vendre à Bunkeya les produits de leurs récoltes. Mais l'année suivante, 1925, la chefferie avait enregistré plusieurs décès dus à l'insuffisance de nourriture et à cette époque de disette ; les autochtones étaient obligés de se nourrir des fruits de la forêt et plantes comestibles poussant à l'état sauvage.<sup>347</sup>

Le preneur principal des produits agricoles, en croire Joseph Kidyamba, était l'agent territorial qui achetait à vil prix. Dans la plupart des cas, l'argent gagné ne servait qu'à payer l'impôt.<sup>348</sup> La petite agriculture marchande ravitaillera les camps miniers et industriels ; les vivres à bas prix permirent aux sociétés de se passer des colons européens et d'abaisser les prix de revient de la main-d'œuvre. En 1929 Moulaert estimait qu'un travailleur de l'Union minière coûtait 27 à 30 francs par jour et rapportait 50.000 francs par an. La formation de la plus-value des sociétés minières reposa en partie sur l'exploitation inouïe des paysans.<sup>349</sup> Merlier stigmatise le fait en soulignant que cette petite agriculture évitait aussi les dépenses élevées pour la création de plantations. En règle générale, le revenu des paysans représentait au plus la moitié de celui des prolétaires des plantations : au Katanga en 1933, un ouvrier gagne en moyenne 1050 francs par an, un ouvrier agricole 600 francs et un paysan de la zone cotonnière 100 à 200 francs. Ce traitement du paysan entraîna plusieurs conséquences dont la plus importante fut l'exode rural. Pour ce qui concerne la culture du coton à Bunkeya, elle fut mal accueillie par la population, une stratégie fut montée pour empêcher son extension. Selon Kalasa, la population fit croire à l'agronome que la terre de Bunkeya n'était pas propice à la culture du coton. « *Nous avons grillé les semences, elles n'ont pas germé, l'administrateur et l'agronome ont cru en notre mensonge, c'est de cette façon que nous avons échappé aux contraintes que devaient nous imposer cette culture.* »<sup>350</sup>

Les administrateurs coloniaux ont laissé croire que la culture du coton n'était pas possible au Haut-Katanga Industriel à cause de la qualité médiocre de son sol. Cette hypothèse ne se justifie pas parce que certaines études ont prouvé que le sol et le climat de cette région sont favorables à la culture du coton. La raison fondamentale était d'éviter que la main-d'œuvre ne soit tentée de désertir pour se faire cultivateur de coton dont les prix d'achat fixés par un barème admis par le gouvernement colonial procuraient aux cultivateurs une

---

<sup>347</sup>Archives CERDAC, « Rapport politique du territoire de Kambove », premier semestre 1925.

<sup>348</sup>« Entretien avec monsieur Joseph Kidyamba »

<sup>349</sup>M. Merlier, *Le Congo*, 79.

<sup>350</sup>Entretien avec monsieur Kalasa Mukanda bantu, à Bunkeya, le 11 octobre 2012.

rémunération équitable et supérieure à celle des mines.<sup>351</sup> Pour les missionnaires catholiques, la culture de coton favorisait la polygamie qu'ils considéraient comme étant une pratique barbare. En effet la polygamie était un élément très important dans la réussite d'une entreprise cotonnière ; un cultivateur de coton qui avait plusieurs femmes avait la possibilité d'augmenter les emblavures chaque année parce qu'à la fin de chaque saison cotonnière, il augmentait le nombre de femmes pour que la récolte soit abondante la saison prochaine.<sup>352</sup>

### I.3.2.La politique agricole à partir de 1932

Les orientations imprimées à l'agriculture dans le territoire de Likasi dès l'année 1932 répondaient à plusieurs impératifs. La crise économique mondiale qui a frappé durement le Congo Belge et plus durement encore le Haut-Katanga industriel a entraîné avec elle toute une série de conséquences qui furent à la base d'une réorientation de l'agriculture :

- la baisse de la production vivrière des colons européens d'abord ;
- ensuite, la baisse des prix agricoles pour mieux assurer les fournitures là où l'économie européenne en avait besoin ;<sup>353</sup>
- enfin les licenciements massifs du personnel blanc et noir des entreprises industrielles, lequel personnel s'est rabattu, pour une bonne partie, dans l'agriculture.

Au cours des années 1931-1932, la politique générale au point de vue agricole est que les Africains devaient cultiver à tout prix pour maintenir l'activité économique de la colonie en crise. C'est ainsi qu'au Katanga, les impositions culturelles dont les débuts remontent probablement aux années 1924/25 furent renforcées légalement et remises à jour par le décret de 1933. Les famines fréquentes dues principalement : aux conditions climatiques défavorables, trop ou trop peu de pluies, aux ravages des champs par les animaux tels que les sangliers ou les insectes comme les sauterelles surtout, à l'instabilité de certaines populations, aux déplacements sous l'effet de la moindre contrariété dans la vie et plus particulièrement sous l'effet de la contrainte coloniale, enfin aux palabres inter claniques ou interfamiliales qui empêchent parfois toute l'activité agricole et qui s'accroissent durant l'époque coloniale. De plus, ces impositions culturelles étaient considérées comme une nécessité pour pouvoir se

---

<sup>351</sup>Mubenga Mushiba Mukendi, « Le rôle de l'UMHK dans l'évolution de la politique agricole au Haut-Katanga industriel », (mémoire de licence, non publié, Unilu, Lubumbashi, 1985), 54.

<sup>352</sup>Mubenga Mushiba Mukendi, « Le rôle », 55.

<sup>353</sup>B.Jewsiewicki, *Agriculture itinérante économie capitaliste, histoire des essais de modernisation de l'agriculture africaine au zaïre à l'époque coloniale*, (Lubumbashi, 1975), 111.

procurer l'argent nécessaire au paiement de l'impôt. Dans le cas du Katanga, ces impositions n'ont pas manqué d'augmenter considérablement pendant la période de crise, à telle enseigne qu'en 1936, le conseil de province appuyait entièrement le vœu du conseil du gouvernement de voir porter la limite des travaux imposables à 100 jours avec un maximum de 15 jours les corvées, le reste du temps étant uniquement consacrée aux cultures obligatoires.<sup>354</sup> Plus tard, dans le cadre de l'effort de guerre, la limite sera portée, non plus à 100 jours par an, mais à 120 jours.<sup>355</sup> En définitive, quels étaient les buts envisagés par les promoteurs des cultures obligatoires ? Ils étaient de deux ordres : économique et éducatif. Du point de vue économique, on se proposait d'améliorer les conditions de vie des populations en conjurant les famines toujours menaçantes et périodiques par une meilleure production.

L'aspect éducatif était d'éduquer les autochtones en leur inculquant les méthodes de culture rationnelle pour les plantations qu'ils effectuaient et en leur enseignant la pratique de nouvelles cultures.<sup>356</sup> Cependant tous les responsables coloniaux n'avaient pas la même conviction intime de cet aspect éducatif vis-à-vis du travail forcé. Dans son rapport sur l'administration, l'administrateur du territoire de Jadotville écrit ceci : « *Pouvons-nous instaurer le travail forcé ? Certainement, bien qu'il n'ait aucune valeur éducative ni aucun mérite technique à côté du travail librement et spontanément consenti* »<sup>357</sup>

### **Les cultures obligatoires dans le territoire de Jadotville.**

Pour assurer la subsistance des agriculteurs eux-mêmes et fournir davantage des produits agricoles au commerce, il avait été arrêté, dans le cadre de la politique agricole générale, un programme à la fois quantitatif et qualitatif. En vue de prévenir la disette pouvant résulter d'un régime déficitaire des pluies ou attaques des sauterelles, la tâche imposée aux hommes adultes valides dans le territoire de Likasi était de 40 ares de maïs, de sorgho ou éleusine, 50 ares de manioc, 3 ares d'arachides, 3 ares de haricots, 4 ares de divers, plus 5 pieds de quinquina et 4 gallinacées. La sous-chefferie de Mokabe Kazari<sup>358</sup>, en plus des autres impositions, fut astreinte à 25 ares palmiers à huile par homme adulte valide, (H.A.V) en

---

<sup>354</sup> « Conseil de province du Katanga », 1936, 14.

<sup>355</sup> Tshibangu Kabet Musas « la situation sociale dans le ressort administratif de Likasi (ex-territoire de Jadotville) pendant la guerre 1940-1945 » *Etudes d'Histoire Africaine*, 6 (1974), 275-311.

<sup>356</sup> B.Jewsiewicki, *Agriculture*, 115.

<sup>357</sup> Archives Africaines, « Rapport sur l'administration générale du territoire de Jadotville », 1933

<sup>358</sup> Les terres de cette sous-chefferie étaient les seules propices à la culture du palmier dans la chefferie des Bayeke.

sigle. Mais jusque-là, les impositions se confondaient avec la production vivrière d'autosubsistance susceptible aussi d'être livrée au commerce des vivres.<sup>359</sup> Ce n'est qu'à partir de 1935 que les impositions visèrent l'approvisionnement du marché ; l'agriculteur devait les exécuter en dehors de l'agriculture vivrière de subsistance.

Au cours de la campagne agricole 1935-1936, par décision du 12 janvier 1935, les impositions portèrent principalement sur trois cultures : l'arachide (avec un accent et une insistance particuliers), le manioc et le maïs. Ces impositions étaient limitées à quelques circonscriptions –la moitié du territoire environ- et s'élevaient, par H.A.V à 5 ares pour les arachides, 30 ares pour le manioc 20 ares pour le maïs, ce programme avait touché 6000 hommes. A la base du programme agricole de la session suivante, c'est-à-dire celle de 1936/37, il a été tenu compte des remarques suivantes : l'imposition de 5 ares d'arachides était dérisoire parce qu'il y avait une forte demande de cette denrée dans les centres urbains. On avait estimé que 30 ares de manioc étaient une imposition exagérée, cette superficie étant trop grande pour les besoins d'une seule famille et dans la plupart des régions, l'écoulement de la farine à un prix convenable étant trop difficile, la mesure de 20 ares de maïs était inutile car les emblavures habituellement constatées dépassaient largement ce chiffre. Enfin le personnel agricole (moniteurs agricoles) ne remplissait pas bien son rôle, du fait qu'il était mal rémunéré. Dès que ces moniteurs étaient l'objet de contrainte, ils désertaient. Ce fait transparaît clairement dans le rapport de 1939 : « *aussi longtemps que nous aurons des moniteurs à des salaires de misère, nous ne pourrons exiger d'eux un réel effort* »<sup>360</sup>

Au cours de la campagne 1936/37, la décision numéro 72 du 26 novembre 1936 avait donné satisfaction aux observations de la saison écoulée, l'imposition d'arachides avait doublé (10 ares), celle du manioc réduite de moitié soit 15 ares, et le maïs échappait à l'imposition. Pour l'ensemble du territoire de Likasi, ce programme avait obligé 14.023 hommes soit environ 2 ½ fois le nombre d'hommes touchés au cours de la saison précédente. Cette augmentation du nombre d'hommes touchés par les impositions s'explique du fait que les 14 chefferies ont été astreintes aux impositions. On escomptait une production totale de 150 tonnes d'arachides suite aux 47 tonnes de graines qui ont été distribuées.

Par décision numéro 86 du 4 octobre 1937, l'imposition du manioc demeura identique que précédemment, c'est-à-dire 15 ares tandis que celle des arachides a été triplée. Le nombre

---

<sup>359</sup>Archives Africaines, « Rapport du territoire de Jadotville :Décision numéro 5 du 22 janvier 1932 », 1933.

<sup>360</sup>Archives Africaines, « Rapport annuel agri du territoire de Jadotville », 1939

d'hommes touchés s'élève à 9811, soit une diminution de près 43 %. Cette diminution s'explique par le fait que le nombre des chefferies obligées avait été réduit à moins de la moitié par rapport à la saison précédente ; en outre la construction de la route Nguba-Lubudi avait mobilisé dès 1936 quelque 600 à 700 bras sur les chantiers.<sup>361</sup> La chefferie Bayeke comptait parmi celles qui avaient engagé plus d'hommes.

Au cours de la campagne 1938-1939, la décision numéro 36 du 30 août 1938 ajoute les patates douces (10 ares) aux impositions habituelles d'arachides et de manioc. Le nombre d'hommes astreints est de 9050. La saison 1939/40, par décision numéro 72 du 10 octobre 1939 impose 35 ares de cultures vivrières diverses dont 10 de maïs, 8 ares d'arachides pour toutes les circonscriptions, 15 ares de manioc et 5 ares de patates douces. 7700 hommes ont été touchés par ces impositions. Après avoir présenté les grandes décisions prises en matière d'imposition dans l'ensemble du territoire, voyons maintenant les résultats obtenus.

### I.3.3. Les résultats proprement dits

En 1935/36, l'arachide a été introduite dans toutes les chefferies. 42 tonnes de semences ont été distribuées par les soins du territoire. A raison de 4 kg de graine par individu. Ce qui représente un chiffre de 11760 agriculteurs qui ont été touchés. Il est vrai que bon nombre de femmes célibataires avaient acquis de semences. Partout la campagne fut bien accueillie et les arachides rapidement vendues sauf à Bunkeya.<sup>362</sup> Les seules difficultés réelles consistèrent à trouver le tonnage voulu et à acheminer les graines vers les différentes chefferies les plus éloignées, les arachides furent uniformément vendues à 1.60 frs dans tout le territoire.<sup>363</sup> Dans les chefferies imposées, les résultats furent, aux yeux de l'administration, encourageants quant au rendement possible. Le tonnage escompté ne fut cependant pas atteint parce que, ayant demandé peu aux autochtones, ceux-ci se désintéressèrent par trop des cultures et plantèrent sans aucun soin. Les possibilités de rendement étaient de quelque 100 tonnes ; la récolte réelle fut de l'ordre de 100 tonnes dont 90 tonnes furent vendues. Pour le manioc, la moyenne des emblavures fut de 27 ares, inférieure donc aux superficies imposées. Ce résultat était d'ailleurs satisfaisant puisqu'il garantissait les populations contre toute famine tout en leur permettant de faire un peu de commerce. Dans les chefferies non

---

<sup>361</sup> Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1937.

<sup>362</sup> Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1936, 38. Ce rapport n'indique pas les raisons de la mévente de l'arachide à Bunkeya ; on pourrait dire, comme nous le verrons après, que cette culture n'avait pas été adoptée assez rapidement dans les habitudes alimentaires des Yeke.

<sup>363</sup> Archives Africaines, « Rapport administratif agri du territoire de Jadotville », 1936

imposées, nombreux étaient les autochtones qui avaient omis de faire les plantations de manioc. C'est la raison pour laquelle il a été proposé de réimposer cette culture dans toutes les circonscriptions.

En ce qui concerne les plantations de maïs, de sorgho, de patates douces, les résultats furent bons ; la moyenne pour le territoire était de 38 ares de maïs, 12 ares de sorgho et 8 ares de patates douces. En dépit des efforts du personnel territorial qui avait mis l'accent sur les plantations d'arachides et de manioc et qui avait essayé de sensibiliser toutes les chefferies au moyen d'une propagande intense, les résultats de la saison culturale 1936/37 n'étaient guère meilleurs. Les raisons de cette situation étaient les suivantes : la régression des plantations des maïs, la situation non satisfaisante au point de vue du manioc, l'inexécution partielle du programme relatif à l'arachide, la construction de la route N'guba-Lubudi.<sup>364</sup> Jusqu'à la fin du mois de décembre 1936, quelque 600 à 700 agriculteurs avaient été retenus sur les chantiers. Les efforts fournis pour parer à cette éventualité avaient échoué, car les mois de février et de mars, dans les régions que parcourait la route, ont été peu pluvieux. Le manque de pluie dans la région nord du territoire a fait que les arachides plantées en fin décembre ont donné des récoltes absolument déficitaires. C'est la conséquence de la distribution tardive des semences d'arachides. Plantées dans des conditions hygrométriques anormales, elles n'ont même pas produit les semences nécessaires pour la campagne de l'année suivante.<sup>365</sup>

Malgré la récolte du maïs assez hâtive, elle a donné quand même de bons résultats et les agriculteurs en ont apporté beaucoup sur le marché : 170 tonnes à Luambo, quelque 40 tonnes à Mulungwishi et au moins 250 tonnes chez les différents fermiers de la région de Tenke. De plus, les événements suivants sont intervenus au cours de cette saison culturale : les planteurs africains ont vendu la plus grosse partie de leurs réserves de maïs, quelque 500 tonnes. Alors qu'ils s'étaient dépourvus de toute réserve, les natifs ont vu, faute de pluies suffisantes. Il faut cependant noter que dans toute la partie sud du territoire, de fortes gelées (- 5 degrés pendant plusieurs jours) avaient détruit la plupart des plantations de manioc provoquant ainsi le dessèchement des tiges et la pourriture des racines. Ainsi l'année 1937 s'est terminée par une réelle disette dont ont souffert plus particulièrement les populations des régions que traverse la route Nguba-Lubudi. La population de la chefferie Bayeke fut aussi frappée par cette calamité. Durant la période précédente, les quantités des vivres livrées aux

---

<sup>364</sup>Les populations de Bunkeya ont été engagées sur cette voie ; Nguba situé à quelques kilomètres de Bunkeya.

<sup>365</sup>Archives Africaines, « Rapport AIMO territoire de Jadotville », 1937, 79.

travailleurs constituent l'explication de cette situation tout à fait particulière. Devant un bilan assez négatif, une campagne sévère fut envisagée avec une redistribution de 60 tonnes de semences d'arachides et le projet de création de réserves des vivres. Il s'agirait de la mise en application d'une vieille ordonnance datant du 1-4-1912 qui permettrait, tant soit peu, de créer des réserves de vivres.<sup>366</sup>

En 1938, les efforts du personnel ayant été portés avant tout sur la culture des arachides et du manioc, il y eut quelques perturbations dues au fait que le paysan autochtone avait des habitudes culturelles se rapportant uniquement aux céréales. Les pluies ayant été tardives, il n'a eu pratiquement qu'un mois pour planter son maïs. La récolte de cette culture fut bonne :

Le manioc planté en 1937 arrive à maturité dans les chefferies où cette culture n'était pas traditionnellement pratiquée (c'est-à-dire toutes les circonscriptions autres que Kazembe et Muilu). La récolte s'avère généralement abondante et cette plante formera bientôt, comme partout où elle est cultivée, la réserve de vivres, le grenier souterrain qui nous délivrera du cauchemar des disettes.<sup>367</sup>

L'obligation de planter en même temps 30 ares d'arachides eut pour résultat que les femmes firent du maïs tandis que les hommes s'éternisaient à planter des arachides. La résistance à cette culture se faisait déjà sentir. Pour l'administrateur du territoire, il s'agissait d'une volonté manifestée par un groupe des propagateurs de refuser les cultures imposées. Voici comment il analyse les faits :

*Dans les régions du nord du territoire, nous pûmes démontrer que les propagateurs de ce bruit étaient certains indigènes désireux de prouver que les impositions d'arachides et de manioc ne leur laissaient plus le temps de cultiver les céréales qui constituent la base de leur alimentation.»<sup>368</sup>*

C'est après avoir déjoué toutes les ruses des agriculteurs que l'administration rencontra une résistance ouverte qui, en maints endroits se traduisit par des refus collectifs de laisser mesurer les champs, par le renvoi des moniteurs agricoles. La ferme détermination de faire aboutir ce programme fut une réussite par l'incarcération de trois rebelles. Pour éviter les difficultés habituelles de la période dite de « soudure », il avait été demandé aux chefs

---

<sup>366</sup>Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1937, 80.

<sup>367</sup>Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1939, 80.

<sup>368</sup>Archives Africaines RA/CB (113)2, « Rapport AIMO, province du Katanga », 1938, 71.

traditionnels de prendre des mesures astreignant leurs sujets à mettre des vivres en réserve. Cette mesure impopulaire a eu pour effet d'influencer, en certains endroits, les transactions commerciales et à faire crier à la famine. Les paysans eux-mêmes ont déclaré manquer de vivres pour avoir dû faire trop d'arachides.

Néanmoins la campagne agricole 1937-1938 a lancé définitivement l'arachide, étendu les plantations de manioc et fait régresser légèrement le maïs au profit du sorgho.<sup>369</sup> La campagne de 1938-1939 connut une propagande intense, étendue sur toute l'année et non durant quelques mois seulement, elle a permis de vaincre quelque peu la résistance des planteurs.

La campagne agricole 1939-1940 s'est déroulée dans les meilleures conditions malgré la pénurie du personnel. En effet, la propagande était moyenne, 21 moniteurs agricoles étaient mis à contribution. Toute opposition aux impositions agricoles avait disparu et partout les superficies imposées ont été mises sous culture, voire dépassées en beaucoup d'endroits. Elles l'ont malheureusement trop souvent été à la façon des agriculteurs autochtones, c'est-à-dire avec des écartements inter-buttes trop considérables, des labours insuffisants, des retards importants sur les dates fixées par le service agricole. Ce fait était attribué à la pénurie de personnel, principalement au chef-lieu du territoire, durant les mois d'octobre à décembre. Si le service territorial était mieux étoffé durant cette période ou secondé dans une zone plus étendue par le service agricole, des résultats aussi satisfaisants seraient obtenus. L'imposition prioritaire a été l'arachide parce que, vu les dégâts provoqués par la rosette, elle était encore loin d'être populaire auprès des autochtones, contrairement au maïs et au manioc qui étaient alors très appréciés. Mais les résultats de la campagne 1939-1940 ont été satisfaisants dans l'ensemble du territoire. Seul le maïs a fortement souffert des crues du début de l'année. Les pertes totales pour le territoire ont été estimées entre 20 et 30% de la récolte. Malgré l'intervention de ce facteur, 400 tonnes de grains ont été écoulées dans le commerce par les producteurs autochtones et aucune trace de disette n'a été relevée. Les cultivateurs ont en outre livré sur les divers marchés du territoire, les quantités approximatives ci-après : 400T de manioc, 81 T d'arachides, 100T de patates douces, 45 T de haricots, 150 T de pommes de terre, 250 T de sorgho, 185 T de frais et légumes divers.<sup>370</sup>

---

<sup>369</sup> « Rapport AIMO, territoire de Jadotville », 1939.

<sup>370</sup> Archives Africaines RC/CB, 9 (187), « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1940, 59.

Les études systématiques, conduites par le service de l'agriculture aidé par les membres du personnel territorial à propos des diverses cultures indigènes, ont eu pour résultat le maintien des impositions d'arachides, de maïs et de manioc. Un essai d'arachides sélectionnées de Gandajika au Kasai a en outre été mené sous la direction de l'Agronome. L'administrateur territorial, dans son rapport annuel, estimait que la population autochtone, principalement les chefs, les notables, les moniteurs, les policiers, principaux agents de propagande, ainsi que les planteurs commençaient à être saisis du « bien-fondé » des impositions culturelles.<sup>371</sup> Mais les jugements prononcés pour non-exécution des cultures obligatoires de trois années de la période d'étude est la preuve matérielle que le système de ces impositions n'a jamais été bien digéré par les populations autochtones. Ces jugements étaient prononcés par deux sortes de tribunaux ; celui de Police et ceux des chefferies. En 1936, le tribunal de police a prononcé 10 jugements contre 307 en 1937 et 87 en 1938. Les tribunaux des chefferies ont eu 15 cas en 1938. Toutefois, en dépit de toutes ces peines, le nombre des récalcitrants augmentait chaque année jusque plus tard en 1950.

Parmi les reproches que l'on adresse au régime colonial belge, on retiendra : le manque de liberté pour le Noir de se consacrer à la culture qu'il préfère et qui lui laisse le plus de profits. Point de réglementation agricole différentielle, qui serait basée sur une distinction de races. L'absence des mêmes facilités pour tous les producteurs au point de vue de l'écoulement des produits et des moyens de communication, A la lumière des suggestions ci-dessus, la politique agricole au Congo paraît critiquable dans l'appui un peu large donné à l'industrie cotonnière et peut-être aussi dans les contrats tripartites. L'autorité coloniale, soucieuse avant tout de l'essor industriel, avait vite fait d'imposer aux populations du territoire des cultures vivrières qu'industrielles. C'est la raison pour laquelle l'imposition de la culture du coton n'était apparue que tardivement dans certains endroits du territoire de Likasi. On peut y ajouter aussi la part des conditions climatiques et pédologiques. Les perturbations climatiques ne pouvaient permettre une agriculture à grande échelle.

En matière des cultures obligatoires et selon le point de vue proprement africain, le paysan n'a été qu'une machine à fournir de l'énergie musculaire au service de l'économie capitaliste qui l'a exploité à souhait. En fait, c'est un échec dû à plusieurs facteurs dont les plus importants, l'insuffisance d'un personnel d'encadrement bien formé- moniteurs agricoles, capitais, chefs traditionnels-, et même certains agents du personnel colonial qui

---

<sup>371</sup>*Ibid.*

n'avaient ni la compétence voulue ni le souci du bien-être du paysan. Cette incompétence et cette insouciance ont produit des effets négatifs dans ce secteur principal de l'économie villageoise. Plus tard, l'administrateur du territoire, vers la fin de la seconde guerre mondiale en 1944, fit une observation pertinente sur la conception que les autochtones avaient du travail forcé.

Au cours de l'année sous revue nous avons constaté également qu'un certain découragement règne dans les populations autochtones. Cette catégorie d'indigènes croit que les territoriaux ont changé d'attitude à leur égard : que celle la question d'impositions intéresse l'européen, sans aucune contrepartie. L'indigène constate que, chaque fois qu'un territorial passe dans son village, il en résulte pour lui de nouvelles prestations et que son bien-être matériel, intellectuel et moral est passé au second plan.<sup>372</sup>

Une autre cause de l'échec fut l'insuffisance des études régionalisées et bien menées. Souvent les Agronomes de territoire étaient confrontés à cette difficulté, ils recevaient des plans confectionnés dans les bureaux à Léopoldville ou à Elisabethville qui ne tenaient compte ni de la structure des sols ni des habitudes alimentaires des populations concernées. D'où parfois des résistances de la part des paysans que la contrainte et la coercition, renforcées souvent par la chicotte, les emprisonnements et les amendes ont prétendu corriger. Comme le souligne Vansina : les humeurs des colonisateurs importaient plus parce qu'ils étaient puissants. C'est sans doute la raison pour laquelle le spécial fouet colonial connu sous le nom de la chicotte ; fouet avec lequel on pouvait infliger des blessures graves et causant parfois la mort, était devenu finalement le symbole de toute la relation coloniale au Congo.<sup>373</sup> Cela a produit comme effet chez les paysans la désaffection à l'égard des travaux agricoles. Aussi s'ajoutait la faible rentabilité des produits agricoles vendus à vil prix. L'argent obtenu ne pouvait servir qu'à payer l'impôt. En tout l'individualisme naissant détachait l'Africain de sa base culturelle.

Naguère l'indigène vivait en fonction de sa famille, de son clan. Ressources, réjouissances, tout était en commun. Le brassage des populations auquel notre action économique a donné lieu, les besoins que nous avons créés, l'impôt de capitation, individualisent tous les jours davantage, obligent chacun à lutter pour la vie, sans plus se préoccuper de son voisin. Le clan, la famille au sens étendu du mot, commencent à n'être plus qu'une fiction. Et

---

<sup>372</sup>Archives Africaines, « Rapport AIMO, territoire de Jadotville, district du Lualaba, province du Katanga », 1944, 5.

<sup>373</sup>J.Vansina, *Being colonized, the Kuba experience in rural Congo, 1880-1960*, University of Wisconsin Press, (Madison, 2010), 54.

la coutume, dans un avenir assez proche, finira par n'avoir plus de vivaces que certaines règles concernant la famille telle que conçue par l'européen au sens plus strict. Cette poussée vers l'individualisme se manifeste partout et depuis quelques années déjà. Elle est la conséquence logique de la notion de propriété personnelle que nous avons introduite chez l'indigène.<sup>374</sup>

Dans l'Afrique ancienne, tout contrôle social reposait sur une sorte de justice sociale et le système de socialisation. La socialisation au niveau du clan était le facteur le plus déterminant de l'intégration sociale. L'individu était éduqué de manière à se conformer à la coutume et à se tenir dépendant du groupe auquel il appartenait. Dès sa naissance, il évoluait dans une structure politique et économique qui le rendait dépendant et le soumettait à des rapports patrimoniaux préétablis. Il était entendu que le chef mettait à sa disposition la terre et tous les biens pour sa survie. Par ce fait même, l'individu devenait tributaire et ne pouvait pas changer le groupe en emportant les biens qui appartenaient à sa chefferie.<sup>375</sup>

Quant au rôle éducatif du système des cultures obligatoires, il a abouti à un cul de sac, car toute action éducative doit procéder d'une réflexion sur l'homme auquel on veut s'adresser et sur son milieu de vie concret. Cependant tout n'a pas été négatif dans l'organisation des cultures imposées. L'introduction des cultures sélectionnées à haut rendement, telle l'arachide dite de Gandajika introduite dans tout le territoire à partir 1940, a donné des bons résultats. Ce qui nous paraît ici plus intéressant, parce que les cultures imposées ont été certainement parmi les facteurs qui ont joué sur l'évolution des mentalités, Non pas seulement par l'extension des nouvelles plantes introduites par le pouvoir colonial, mais aussi par le développement des cultures existantes avant l'arrivée des Européens. La conjuration des famines et disettes fréquentes par la culture du manioc constitue un point positif du système des cultures obligatoires. Il semble bien que les nombreuses famines aient poussé les missionnaires à appuyer la politique coloniale en matière agricole, en rendant obligatoire certaines cultures vivrières comme le manioc à Bunkeya.<sup>376</sup> Nous reviendrons sur ce point des cultures obligatoires dans le chapitre suivant pour analyser la situation sociale des populations autochtones pendant la guerre et la participation à ce que l'on a appelé l'effort de guerre.

---

<sup>374</sup>Archives Africaines, « Rapport annuel AIMO, territoire de Jadotville », 1937, 20.

<sup>375</sup>Muchukiwa Bosco, *Territoires ethniques et territoires étatiques, pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud-Kivu (R.D.Congo)*, L'Harmattan, (Paris, 2006), 41.

<sup>376</sup>La population de Bunkeya n'a pas intériorisé cette culture, elle sera abandonnée après l'indépendance. La culture de base de ce centre jusqu'à ce jour est le maïs.

## **Conclusion partielle**

Investi en 1911 et après avoir transporté l'ensemble de sa capitale de Litupishia à Bunkeya, Kitanika trace les bases d'un nouveau village, aux rues bien marquées et réparti en quartiers à l'instar de ce qu'était l'agglomération de M'siri. La nouvelle restructuration de la cité Bunkeya apporta des modifications sur l'organisation coutumière des quartiers. Le rôle principal n'était plus joué par les Bagoli dans les quartiers, des hommes étaient à la tête de la structure, Kitanika les a choisis parmi les anciens compagnons de M'siri. Depuis son investiture le 10 août 1911 jusqu'à sa mort le 7 avril 1940, tous les chefs de poste et les administrateurs qui se sont succédé à Kambove et à Likasi n'ont pas manqué d'éloge à son endroit. Le seul reproche qu'on lui tient, c'est de n'avoir pas donné main forte aux recruteurs de la main-d'œuvre dans sa région. Sa position se justifie par le sentiment de conservation de l'ethnie yeke.

Avec le début de la mise en valeur de la colonie, Bunkeya et ses environs connaîtront des transformations sociales liées à l'industrialisation. En effet l'industrialisation du Haut-Katanga débuta en 1906 avec la création de l'UMHK (Union Minière du Haut-Katanga). L'exploitation des gisements cuprifères exigea les colonisateurs à mobiliser les populations autochtones et celles des colonies voisines (Rhodésie du Nord, Ruanda-Urundi, Angola etc.) et à les agglomérer autour des mines. Mais, au début le séjour dans le monde industriel était de courte durée. Après son contrat ne dépassant pas généralement la durée d'une année, le travailleur africain regagnait son milieu d'origine. C'est ce qu'on appela alors « travail migrant ». Kitanika dut souffrir de l'éloignement des hommes aptes au travail pour faire face au développement de son milieu. L'implantation de la mission bénédictine à Bunkeya à partir de 1926 apporta un ensemble d'œuvres orientées vers l'enseignement, les soins médicaux, l'assistance sociale.

En ce qui concerne l'insertion et l'adaptation de l'ensemble de la population à la politique agricole initiée dans le territoire de Likasi, puis de Jadotville, il avait été arrêté un programme à la fois quantitatif et qualitatif pour assurer la subsistance des agriculteurs eux-mêmes et fournir davantage des produits destinés au commerce. De par sa position géographique, le territoire de Likasi -situé dans le Haut-Katanga industriel- a connu une agriculture essentiellement vivrière, et ceci à cause de la main-d'œuvre industrielle qu'il fallait nourrir. Son second caractère a été le dualisme, c'est-à-dire d'être africaine et européenne. L'introduction des cultures sélectionnées à haut rendement, telle l'arachide dite de Gandajika introduite dans tout le territoire à partir 1940, a donné des bons résultats. Ce qui

nous paraît ici plus intéressant, parce que les cultures imposées ont été certainement parmi les facteurs qui ont joué sur l'évolution des mentalités, non pas seulement par l'extension des nouvelles plantes introduites par le pouvoir colonial, mais aussi par le développement des cultures existantes avant l'arrivée des Européens. La conjuration des famines et disettes fréquentes par la culture du manioc constitue un point positif du système des cultures obligatoires.

Pour ce qui est de Bunkeya, la cité avait connu les famines fréquentes dues principalement : aux conditions climatiques défavorables, trop ou trop peu de pluies, aux ravages des champs par les animaux tels que les sangliers ou les insectes comme les sauterelles surtout. La principale plaine de Bunkeya « Bwatobongo » est souvent inondée à partir du mois de février. Les cultures propices à cet endroit étaient principalement celle du riz et maïs aussi celle d'haricot. Les habitants de ce village étaient obligés de trouver d'autres terrains à plus de cinq kilomètres. Munongo Mutampuka, avant qu'il ne devienne mwami, avait ses champs à plus de 5 km de Bunkeya. A l'heure actuelle, les champs des habitants du village se retrouvent à plus de vingt Kilomètres. On remarquera que par moment les emblavures imposées à cette population étaient relativement inférieures par rapport aux autres contrées du territoire de Jadotville.

La culture du sorgho posait problème de réserves des semences, les Yeke sont friands de la boisson sur base du sorgho, ils disent que cela fait partie de leur culture. Il arrivait souvent que la population se retrouvât au début de la saison sans la moindre graine à planter. La gestion du stock de maïs rencontrait la même difficulté que celle du sorgho, non seulement le maïs constituait la base de l'alimentation, ce produit suppléait dans la fabrication des boissons, hormis d'énormes quantités vendues et consommées à l'état cru. On se rappellera qu'à la demande de la mission bénédictine, un agent territorial fut affecté à Bunkeya en vue de la réglementation de la production et de la commercialisation des boissons locales. La consommation des boissons semble être à l'origine de l'oisiveté de beaucoup d'hommes valides à Bunkeya.

La question de mentalité ne se poserait-il pas lorsqu'on reconnaît dans le muyeke ce chasseur qui était la quête du gibier et de pointe d'ivoire qui s'est sédentarisé à la suite du commerce à longue distance. Tant que l'esclave pouvait cultiver et fournir au marché de Bunkeya des produits agricoles pour l'approvisionnement de différentes caravanes, le muyeke s'occupait de sa chasse et de ses loisirs. Les Yeke venaient d'une région essentiellement agricole, le travail des porteurs les a détachés de leur occupation originelle. L'imposition de la

culture du manioc, même si elle avait aidé à enrayer les différentes famines qui ont sévi dans la région, fut abandonnée quelques années après l'indépendance. Un chasseur par nature ne peut entreprendre une culture qui lui prend beaucoup de temps, psychologiquement ; c'est normal que les Yeke aient renoncé à cette culture. D'ailleurs avant la mise en application de l'ordonnance du 31 août 1940 portant suppression du commerce de viande de chasse fumée, la moitié des commerçants ambulants vivaient de ce trafic dans cette région. Bunkeya et son voisinage, la vallée Dikulwe et les environs de Mwadingusha, tout comme les villages bordant le lac Changalele, étaient les seuls endroits exploités de 1942 à 1945 par des commerçants irréguliers. En cette dernière année le réseau vers Bunkeya fut découvert sans être toutefois réprimé. Manifestement l'agriculture dans ce milieu ne pouvait être que d'autosuffisance alimentaire.

Pour ce qui concerne la réaction aux cultures imposées, comme partout ailleurs, le nombre de jugements prononcés montre bien que même la population de Bunkeya qui avait pourtant fait allégeance à l'autorité coloniale, n'avait pas bien accueilli les cultures obligatoires. Les dirigeants coutumiers surtout Kitanika ont évité de couper le cordon ombilical faisant des Yeke des élèves modèles de toute la contrée en les incitant au travail bien fait. C'est pourquoi après l'indépendance, l'effort des dirigeants yeke sera centré sur l'éducation des masses en matière de développement communautaire, la conjugaison des divers autres facteurs comme l'influence du milieu urbain, l'amélioration des infrastructures routières etc. redonnera à l'agriculture une signification profonde et amorcera un effort de progrès au sein de la communauté villageoise.

La présence missionnaire à Bunkeya comme partout ailleurs était associée à une idée de progrès, de changement ; grâce à la scolarisation, aux emplois procurés par la mission, à l'apport de nouvelles cultures, aux soins apportés aux malades, et en tout grâce à une relation de l'économique, du politique et du culturel tout à fait nouvelle. Les innovations apportées par l'œuvre missionnaire étaient restrictives parce que tous les individus n'étaient pas concernés par ces innovations en milieu rural. L'idéologie véhiculée par les missionnaires n'a pas apporté de manière tout à fait significative un changement dans le monde rural de Bunkeya, certes, l'élite locale qui fait jusqu'à ce jour la fierté de Bunkeya est celle qui a été formée par les missionnaires. Il convient de noter que cette notion de développement, qui traduit toute forme de progrès et donc de changement, nécessite pour les partenaires en présence quelque chose de commun, une sorte d'affinité ou de sensibilité culturelle commune. Ainsi, une école, une église, une coopérative, renferment des données de progrès, qui engendrent tôt ou tard,

qu'on le veuille ou non, des changements dans la culture originelle. La vie à Bunkeya, pendant toute la période coloniale, a gravité autour des missions en général et de la mission catholique en particulier.